

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1937

THÈSE

222^{Nº}

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(MENTION MÉDECINE)

PRÉSENTÉE PAR

Paul MARCOVICI

Ex-Interne de l'Hôpital mixte de Coulommiers

Né le 9 Juillet 1909, à JASSY (Roumanie)

AU SUJET DE LA PROSTITUTION :
“L'Expérience de Grenoble”

Président : M. H. GOUGEROT, Professeur

PARIS
VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS
23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1937

222

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNEE 1937

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(MENTION MÉDECINE)

PRÉSENTÉE PAR

Paul MARCOVICI

Ex-Interne de l'Hôpital mixte de Coulommiers

Né le 9 Juillet 1909, à JASSY (Roumanie)

AU SUJET DE LA PROSTITUTION :

“L'Expérience de Grenoble”

Président : M. H. GOUGEROT, Professeur

PARIS
VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS
23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1937

I. — Professeurs

Anatomie	MM.
Physiologie	ROUVIERE.
Physique médicale	Léon BINET.
Chimie médicale	STROHL.
Bactériologie	POLONOVSKI.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	Robert DEBRE.
Pathologie médicale et générale.....	BRUMPT.
Pathologie médicale	BAUDOUIN.
Pathologie chirurgicale	ABRAMI.
Anatomie pathologique	CHEVASSU.
Histologie	ROUSSY.
Pharmacologie et matière médicale	CHAMPY.
Thérapeutique	TIFFENEAU.
Hygiène et médecine préventive	HARVIER.
Médecine légale	TANON.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BALTHAZARD.
Pathologie expérimentale et comparée.....	LAIGNEU.
Hydrologie thérapeutique et climatologie.....	LAVASTINE
Clinique médicale	FIESSINGER.
	Maur. VILLARET
	LOEPER.
	CARNOT.
	Marcel LABBE.
	CLERC.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants.....	NOBECOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale....	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses.....	LEMIERRE.
	CUNEO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GREGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte.....	MATHIEU.
Cardiologie clinique	LAUBRY.
Professeurs sans chaire	HOVELACQUE.
	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.

II. — Agrégés en exercice

AMELINE	Pathologie chirurgicale.	MM.
BARIETY	Pathologie médicale.	DE GAUDART
BENARD Henri..	Pathologie médicale.	D'ALLAINES
BERNARD El.	Pathologie médicale.	DE GENNES ..
BESANÇON (J.)	Hydrologie.	GAYET
BOULIN	Pathologie médicale.	GIROUD
BULLIARD	Histologie.	HAGUENEAU ..
CATHALA ...	Pathologie médicale.	HALPHEN
CHEVALLIER ..	Pathologie médicale.	HAZARD
COSTE	Pathologie médicale.	HUGUENIN
DOGNON	Physique.	JOANNON
FEY	Urologie.	LABBE Henri ..
FUNCK		LACOMME
BRENTANO	Pathologie chirurgicale.	LANTUEJOUL ..
GALLIARD	Parasitologie.	LAROCHE Guy.
GASTINEL	Bactériologie.	LELONG
		Pathologie médicale.

MM.	
LEMAIRE	Pathologie expérimentale.
LEVEUF	Pathologie chirurgicale.
LEVY (M ^{lle} J.)..	Pharmacologie.
LEVY-VALENSI.	Neurologie et Psychiatrie
MENEGAUX ...	Pathologie chirurgicale.
MOLLARET	Pathologie médicale.
MOREAU.....	Pathologie médicale.
MOULONGUET..	Pathologie chirurgicale.
MOUQUIN.....	Pathologie médicale.
OBERLING	Anatomie pathologique.
PETIT-	
DUTAILLIS	Pathologie chirurgicale.

MM.	
PIEDELIEVRE .	Médecine légale.
PORTES	Obstétrique.
RENARD (L.) ..	Ophthalmologie.
RICHET	Physiologie.
SANNIE	Chimie biologique.
SENEQUE	Pathologie chirurgicale.
TROISIER	Pathologie expérimentale
TURPIN	Pathologie médicale.
VIGNES	Obstétrique.
WILMOTH	Pathologie chirurgicale

III. — Agrégés rappelés à l'exercice pour le service des examens

MM.	
ALGLAVE	Pathologie chirurgicale.
BUSQUET	Pharmacologie.
CHAILLEY-	
BERT.....	Physiologie.

MM.	
LEROUX	Anatomie pathologique.
NEVEU-	
LEMAIRE ...	Parasitologie.
PHILIBERT ...	Bactériologie.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique annexe à titre permanent

MM.	
ALAJOUANINE..	Clinique médicale.
AUBERTIN	
BRULE	
CHABROL	
CHIRAY	
DONZELOT	
DUVOIR.....	
LIAN	
VALLERY-RADOT	
(Fasteur).	
SEZARY	

MM.	
BASSET	Clinique chirurgicale
BROCC	
CADENAT	
GATELLIER ...	
HEITZ-BOYER ..	
MOURE	
QUENU	
SCHWARTZ	
VELTER	
ECALLE	
GUENIOT	Clinique obstétricale.
LE LORIER	
LEVY-SOLAL ..	
METZGER	

V. — Chargés de cours

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
PHILIBERT, agrégé	Stomatologie.
RUPPE	Microbiologie.
WEIL-HALLE	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées, comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA MERE

A MON PERE

A MES FRERES ET A MES SŒURS

Témoignage de mon profond amour
filial et fraternel, de mon infinie re-
connaissance, pour tous les sacrifices
qu'ils se sont imposés pour moi, pen-
dant de longues années.

A MA FEMME

A MES AMIS

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR H. GOUGEROT
*Professeur de Clinique des maladies cutanées et syphilitiques
à la Faculté de Médecine de Paris.
Médecin de l'Hôpital Saint-Louis.*

Qui a bien voulu nous faire le grand
honneur d'accepter la présidence de
cette thèse.

A MES MAÎTRES DES HÔPITAUX DE PARIS

Un mot de gratitude à :

MONSIEUR LE DOCTEUR HERMITE
Chirurgien accoucheur honoraire des Hôpitaux de Grenoble.

MONSIEUR BUTTERLIN
*Contrôleur technique général
des Services antivénériens du Département de l'Isère.*

MONSIEUR CH. RICHARD-MOLARD
Secrétaire général de l'A. D. H. M.

MONSIEUR ROBERT QUATRE
Secrétaire général adjoint.

MADAME M. MIRANDE
Présidente de la Com. féminine.

MADemoisELLE CORREARD
Directrice de l' « Abri Dauphinois ».

MADemoisELLE ESCARRE

Dont l'accueil, le dévouement, la
bonne volonté de nous renseigner
consciencieusement, nous ont particu-
lièrement touché.

AU SUJET DE LA PROSTITUTION : “ L'EXPÉRIENCE DE GRENOBLE ”

INTRODUCTION

Lorsque nous avons appris l'existence d'une maison de relèvement pour prostituées adultes à Grenoble, notre curiosité a été très vive. Nous avons interrogé des amis, des confrères, des journalistes, mais personne ne pouvait nous renseigner.

Nous avons alors écrit à l'Abri Dauphinois, dont seuls le nom et l'adresse nous étaient connus. C'est le secrétaire général de l'A. D. H. M., M. RICHARD-MOLARD, qui nous a répondu en disant que « l'Abri Dauphinois fait partie intégrante de l'Expérience de Grenoble » et qu'il fallait aller à Grenoble pour comprendre l'œuvre dans son ensemble. Nous l'avons écouté et pendant 4 jours nous avons recueilli sur place chiffres, documents et témoignages de premier ordre. Nous avons vu au travail le dispensaire, les inspectrices sociales, le refuge.

Nous n'avons voulu laisser échapper rien de ce que nous nous étions proposé y faire.

Mais la tâche est bien plus difficile que nous ne l'espérions au premier abord. C'est que l'Expérience de Grenoble est grande, elle comprend un ensemble de mesures qui touchent à tous les domaines. Comment faire ? Il nous a semblé et nous persistons à y croire, que nous ferions œuvre bien plus utile en ne faisant de notre travail qu'un *point de départ* de tra-

vaux détaillés qui ne laisseraient dans l'ombre aucun des multiples aspects soulevés par « l'Expérience de Grenoble ».

Il y a là, en effet, matière à études médico-sociales, biologiques, psychologiques et morales, profitables à tous.

Le but que nous poursuivons a été, en définitive, de *faire connaître* l'Expérience de Grenoble par la description séparative de ses éléments constitutifs et d'en dégager les principaux traits caractéristiques avec les conclusions qu'il convient d'en tirer (*).

Mais une première difficulté survint.

S'il était nécessaire et instructif de décrire les mesures d'énergie et de propreté administratives prises à Grenoble, la nouvelle conception sur la prophylaxie antivénérienne, la réforme faite dans un organisme relativement réfractaire à des innovations, la réalisation et la mise en pratique d'une initiative taxée de « révolutionnaire » dans un domaine habituellement méprisé..., il devenait indispensable de situer le problème dans la réalité générale du pays — cette réalité qui constitue une insulte (et un déshonneur) à la probité nationale.

Une deuxième difficulté se faisait jour.

On erre trop en matière de prostitution. Chacun donne sa petite définition... pour n'en tenir aucun compte dans l'exposé de son sujet. On ignore trop ce que demandent les abolitionnistes, on les attaque, on leur en veut, et quand on regarde de plus près on lit : « Or, le *système abolitionniste, en demandant la suppression de la prostitution*, ne nous dit pas... » (10).

Une mise au point nous a paru dès lors indispensable.

(*) Au dernier Comité de la Traite des Femmes et des Enfants de la S. D. N., c'est le délégué roumain qui donne les détails sur l'E. de G. aux délégués des autres nations, ce qui fait demander au représentant de l'Angleterre si Grenoble se trouve en Roumanie.

Voulons-nous dire par là que notre travail est complet, qu'il ne soulèvera pas d'objection, qu'il n'aura droit à aucune critique et que nous pouvons nous déclarer satisfait ? Loin de nous cette pensée.

Nous savons combien il est difficile de toucher à un problème aussi vaste que la prostitution et des plus graves, que compliquent tant de facteurs d'ordre social et individuel.

Mais le but que nous nous étions proposé est, nous l'avons dit, tout autre et, s'il est pleinement réalisé, nous serons heureux d'avoir contribué pour une modeste part à une œuvre d'assainissement moral et social.

DEFINITION ET HISTORIQUE

On entend sous le nom d'Expérience de Grenoble, un ensemble de mesures dont la portée morale, sanitaire et sociale est exceptionnelle dans notre pays. Ces mesures sont :

1° Fermeture des maisons de tolérance et répression de la prostitution clandestine.

2° Suppression de la mise en carte.

3° Institution d'une police féminine (les inspectrices sociales).

4° Ouverture d'une œuvre de relèvement pour prostituées *adultes*.

5° Réforme radicale des méthodes de prophylaxie antiténérienne qui, de médico-policière, devient strictement thérapeutique.

Ce que l'Expérience de Grenoble a donné, ce qu'elle continuera à donner dans l'avenir — si le gouvernement veut bien y intéresser son Ministère de la Santé Publique — les faits objectivement exposés parlent tout seuls.

Comment l'Expérience de Grenoble a-t-elle été possible ? Un court historique s'impose :

Le 30 avril 1925 s'était constituée à Grenoble l'Association Dauphinoise d'Hygiène Morale (A. D. H. M.), section de la « Ligue nationale contre l'Alcoolisme », de la « Ligue Française pour le relèvement de la Moralité publique » et, enfin, de l'« Union temporaire contre la prostitution réglementée et la traite des femmes ». L'A. D. H. M. s'est donnée pour mission de « lutter contre les fléaux sociaux qui menacent l'existence et l'avenir de notre peuple », mais son action fut essentiellement dirigée contre la prostitution et le péril vénérien sur le terrain pratique des réalisations morales et sociales.

Formée en dehors des partis politiques, l'A. D. H. M. groupa vite des personnalités de tous les milieux sociaux, de toutes les confessions et des libres penseurs. Des professeurs, des médecins, des juristes, des officiers supérieurs, voisinent à côté de représentants de diverses Eglises ou de militants de la C. G. T.

L'association ne compte à l'heure actuelle que 700 membres, mais s'appuie sur un cartel de 30 associations groupant près de 45.000 personnes — la meilleure moitié de la ville.

Afin de mieux diriger le travail, différentes Commissions se sont constituées au sein même de l'Association : Commission médicale, Commission féminine, Commission administrative, etc...

A la tête de l'A. D. H. M. se trouve le docteur HERMITE, chirurgien accoucheur honoraire des Hôpitaux, homme aux qualités exceptionnelles. Avec un courage, un dévouement, une persévérance remarquables, le docteur HERMITE a, dès 1907 (conseiller municipal), exigé sans se lasser :

1° Qu'on supprime la réglementation; 2° qu'on poursuive rigoureusement toute atteinte aux bonnes mœurs; 3° qu'on ouvre des consultations libres dans les hôpitaux; 4° qu'on crée une société « qui aura pour but d'aider par tous les moyens matériels et moraux à l'affranchissement et au relèvement des jeunes filles prostituées » (6, conclusion).

Aujourd'hui, après un quart de siècle de lutte infati-

guable, c'est chose faite. Les résultats de l'expérience ont de beaucoup dépassé ses modestes espoirs.

Pour que l'on ne s'imagine pas que les choses se sont passées telles que les avait prévues et voulues le docteur HERMITE, sans violente réaction des forces intéressées ou ignorantes, nous transcrirons quelques phrases des lettres reçues par le secrétaire général de l'A.D.H.M., ce qui nous servira de matière de conclusion de notre introduction.

« Fermer des maisons de tolérance qui existaient depuis 1335, supprimer un registre de mœurs ouvert l'année même de la Révolution française, c'est bouleverser des habitudes, bousculer des préjugés qui font presque force de loi et qui en tout cas sont passées dans les us et coutumes... »

« Rendre la liberté aux prostituées bafouées, méprisées, c'est bien plus grave que d'amnistier des cambrioleurs, des escrocs d'envergure et même des souteneurs... »

« Essayer de faire rentrer dans le bon chemin de tristes filles de joie, leur tendre une main fraternelle, c'est accumuler la sottise sur la naïveté. »

MISE AU POINT

1° FLEXNER appelle prostituée « toute personne qui, habituellement ou occasionnellement, a des relations sexuelles plus ou moins banales, moyennant paiement ou tout autre considération mercenaire » (3).

Il va de soi que, tout en conservant cette définition, qui nous semble la plus juste, il ne sera question dans notre ouvrage que des prostituées professionnelles, « clandestines » et occasionnelles.

2° Les abolitionnistes réclament simplement « l'abolition des lois et des ordonnances de police réglementant, reconnaissant ou permettant la pratique de la prostitu-

tion », en un mot : *Abolition de la réglementation administrative de la prostitution*, abolition du « système français ».

Leur lutte n'implique donc pas la politique de *laissez-faire dont on les accuse injustement*.

CHAPITRE PREMIER

LA VERITE SUR LE "SYSTEME FRANÇAIS"

« La faillite séculaire de la réglementation est la honte de la médecine sociale ».

Prof. A. BAYET (Belgique).

La France est un des rares pays où la prostitution jouit d'un régime de tolérance qui lui donne tous les caractères d'une Institution d'utilité publique. Elle a ses services administratifs, sa police spéciale, son propre service d'hygiène dominant sur 1223 établissements publics, une armée de plusieurs dizaines de milliers de prostituées inscrites sur les registres de l'administration, ses agents recruteurs, ses bureaux de placement spécialisés dans la traite, ses services de liaison avec le ministère de la guerre et celui des colonies, « un authentique ministère de la prostitution publique » où l'arbitraire et le bon plaisir des chefs de police font la loi (11).

LES DEUX ARGUMENTS DECISIFS CONTRE LA REGLEMENTATION

I. Presque toutes les nations civilisées, après avoir emprunté à la France au cours du XIX^e siècle le régi-

me de la réglementation l'ont, à l'heure actuelle, rejeté (12).

II. Partout où la réglementation de la prostitution a été abolie, aucune voix autorisée ne s'est élevée pour en demander le rétablissement (5).

La réglementation n'a jamais existé en Angleterre et en Suède. L'expérience donc de 42 nations est un fait qui, à lui seul, réfute définitivement l'argument de la « nécessité sociale » invoqué par les réglementaristes.

Nous aurions pu sur ça, conclure notre chapitre et passer à la description de l'Expérience de Grenoble.

Nous préférons argumenter un peu plus, en insistant sur la « réglementation et le péril vénérien », le grand refuge des médecins réglementaristes.

§ 1. — LA RÉGLEMENTATION ET L'ORDRE

« La maison de tolérance autorisée doit disparaître; c'est une école de dépravation et d'ivrognerie; elle donne l'investiture officielle des Pouvoirs publics au proxénétisme ».

Prof. A. FOURNIER.

Loin de réprimer ou de diminuer les périls qu'elle prétend combattre, la réglementation ne fait que les augmenter.

a) *La réglementation est un obstacle à la répression du racolage.*

Comment distinguer, en effet, parmi les femmes qui encombre les rues, celles qui ne sont pas pourvues du « permis de chasse » de celles qui ont leur carte, donc autorisées à stationner sur le trottoir en vue d'offrir leur commerce aux clients éventuels ?

b) *La répression du proxénétisme est impossible.*

Rien n'empêche un entrepreneur de grouper un certain nombre de filles soumises dans un même immeuble et d'en tirer de gros bénéfices, d'où l'organisation de maisons clandestines.

Les maisons de tolérance ont sans cesse besoin de renouveler et de rajeunir leur personnel — d'où la nécessité de la traite des femmes, car on n'entre dans les maisons de tolérance que très rarement de plein gré.

« L'existence de maisons de tolérance constitue incontestablement un stimulant de la traite... » lit-on dans le rapport du Comité spécial d'experts à la S. D. N. S'il s'agit d'une jeune mineure on lui procure de faux papiers et le lupanar, officiellement autorisé, séquestre sa victime.

S'il s'agit de contraindre une femme majeure à la prostitution, les bureaux de placement ou les promesses de mariage s'en chargeront. Attirée dans un véritable guet-apens, la malheureuse sera finalement enfermée dans une maison de tolérance, où le tenancier, homme puissant et influent, la gardera comme bon il lui semblera.

La police tolère le « recrutement » comme elle tolère l'existence des établissements et lui confère même une sorte d'existence légale (9).

c) *Réglementation, crime et désordre.*

Les scandales, les rixes, les meurtres, sont constants dans les quartiers réservés aux maisons de tolérance. Pour se rendre compte de leur fréquence, il suffit de jeter un coup d'œil dans les dossiers de la police.

« Le problème sexuel » n° 6 (v. 13) cite une dizaine d'assassinats perpétrés en deux mois et seulement dans cinq villes des moins importantes. « Nombreux sont les médecins appelés la nuit pour donner leurs soins aux blessés de ces drames fréquents, desquels la presse ne parle pas. » (Op. cit. pag. 13.)

Nulle part l'existence de maisons publiques n'a fait disparaître les attentats aux mœurs, les viols (5), l'immoralité dans la rue, — bien au contraire, elle les a fait augmenter. L'argument de la « canalisation de la débauche », de l'« exutoire » — sinon insécurité pour toute jeune fille et femme honnêtes dans la rue — s'évanouit également (*). L'existence de maisons autorisées n'empêche pas davantage celle de maisons de passe ou de rendez-vous.

§ 2. LA RÉGLEMENTATION ET LA MORALE

a) *La réglementation est un encouragement direct à la débauche :*

Parce que les maisons de tolérance sont officiellement reconnues, parce qu'elles sont entourées d'un certain mystère, parce que leur commerce étant officiellement approuvé, on recourt à tous les moyens ordinaires de publicité pour provoquer le besoin : maison ouverte à toute heure et à tout-venant, prix spéciaux aux militaires, etc...;

— par les facilités offertes à l'homme et la « sécurité » qu'elle prétend leur assurer;

— par les artifices mis en œuvre pour développer la prostitution comme industrie (vente de boissons alcooliques, etc...).

b) *La maison de tolérance est une école de perversité et d'anomalie sexuelle.*

Les clients les plus sûrs et les plus intéressants sont

(*) Le 5 février 1927, deux gardiens de la paix surprennent à Paris, dans une vespasienne, un individu violant une chienne. Après l'avoir passé à tabac : « Sal... tu ne pouvais pas aller au boxon », lui disent-ils.

— « J'en sortais ! », répondit le sadique !!

(Cité par M. POURÉSY, journaliste).

ceux qui n'ont pas la possibilité de se satisfaire ailleurs : les pervers, les anormaux, les sadiques...

Entreprise commerciale dont le but unique est le profit, le lupanar vise le plus de bénéfices possibles. « ...A Paris, dans certaines de ces maisons, des fillettes sont quotidiennement offertes aux visiteurs et, par ailleurs, dans de nombreuses maisons *contrôlées*, se trouvent des « chambres de supplice » (5).

Il est de règle, par ailleurs, dans ces établissements, d'initier à des mœurs spéciales ceux qui n'en ont pas contracté l'habitude.

Et ce danger est extrêmement grave, si grave que les autres ne constituent qu'un mal passager.

§ 3. RÉGLEMENTATION ET CORRUPTION

« On ne fait pas la police avec des archevêques ».

La réglementation est une source constante de corruption vénale.

— Aux maires en difficulté, à l'approche des élections, on offre de grosses sommes pour construire des stades, des foyers scolaires, des bains-douches... (*)

— Aux hommes politiques et à certains fonctionnaires, le classique pot de vin.

— Les inspecteurs des mœurs, en contact permanent avec les tenanciers, subissent les lois naturelles de la « contamination » de la partie saine du fruit par la partie pourrie. Le témoignage d'un ancien chef de la police de Buenos-Ayres, M. Julio ALSOGARAY, nous est infiniment précieux :

« Le commerce de la prostitution et la traite des femmes exercent une influence considérable dans les pays où existe encore la réglementation de la prostitution. D'une part, on assiste à l'asservissement complet de

(*) Oraison (Hautes-Alpes), Reims, Vichy, Annemasse, Ambilly, etc.

créatures humaines, de l'autre, l'argent tiré de cet infâme commerce devient une force entre les mains des souteneurs et des tenanciers qui *corrompent les hommes, les partis, les administrateurs.* » (17).

On ne peut d'ailleurs lutter efficacement contre les tenanciers, les trafiquants, les souteneurs, les placeurs qui sont des auxiliaires ou des collaborateurs de la police qui les emploie comme indicateurs. Les affaires Stavisky, Prince, Dufrêne et d'autres, ont révélé certaines vérités soigneusement cachées.

Le « condé », ce pacte étrange qui lie l'agent des mœurs et la prostituée du trottoir, est une autre preuve de corruption.

Le docteur BIZARD, médecin chef de la Préfecture de police, explique dans le « Paris Médical » (n° du 4 mars 1922), en quoi consiste le pacte. « L'agent donne à la femme, en échange d'une rémunération, le droit d'exercer son industrie sans être inquiétée. En revanche, elle promet de se laisser arrêter tel jour, à telle heure, en tel endroit, pour permettre au « brigadier mondain » de justifier la nécessité du rôle qui lui est confié.

Ce qui fait dire au professeur P. GEMAHLING (5, page 30, note): « Et voilà sur quelle odieuse parodie l'autorité publique compte en France pour assurer la dignité de la rue et protéger la santé publique. »

§ 4. LA RÉGLEMENTATION ET LA LOI

« Quelques-uns des rouages essentiels de notre administration nationale se trouvent, à l'heure actuelle, placés sous la dictature abjecte des traitants ».

Prof. P. GEMAHLING.

a) *La réglementation est illégale.*

1° La loi du 27 décembre 1916 punit de peines sévères le fait de tirer profit de la prostitution d'autrui.

2° La loi du 1^{er} décembre 1917 prévoit la fermeture de tout débit de boissons offrant asile à la prostitution.

3° Une jurisprudence unanime, enfin, frappe de nullité, comme ayant une cause immorale, tout contrat relatif à la cession ou à l'exploitation des maisons de débauche.

« On chercherait en vain, écrit M. GEMAHLING, à qui nous avons emprunté les renseignements juridiques, dans un pays de droit écrit comme le nôtre, un autre domaine où la coutume prévale de façon aussi flagrante sur la loi et où s'étale, au grand jour, pareille incohérence. » (5).

b) La réglementation est injuste et odieuse.

La prostituée est hors la loi. Elle ne possède pas les droits du plus dangereux criminel. Arrêtée, — elle n'est pas jugée, condamnée — elle n'est pas défendue, séquestrée dans la maison de tolérance — elle est la chose de tout le monde : ivrognes, malades, pervers, anormaux...; elle doit subir un nombre illimité de clients jusqu'à l'épuisement complet; elle n'est autorisée à sortir qu'une fois par semaine et à des heures strictement limitées.

La mise en carte imposée aux prostituées isolées est une autre source d'injustices flagrantes, d'arbitraire inimaginable :

Une fille est-elle en compagnie de filles publiques, ou logée dans une maison douteuse, ou bien rencontrée sur la voie publique a-t-elle une conduite « contraire aux mœurs », immédiatement la malheureuse est amenée au Dépôt de Sûreté et soumise à l'inspection des médecins de service, même si elle est mariée. Elle risque deux mois de prison alors que le Code pénal (art. 471, § 15) ne punit les infractions aux règlements municipaux que d'une amende de 1 à 5 fr.,

et, en cas de récidive seulement (art. 474), d'un emprisonnement qui ne peut dépasser trois jours.

Une dénonciation d'un fils de famille, qui veut se débarrasser de sa maîtresse, en alléguant — sans aucune preuve — avoir contracté d'elle une maladie vénérienne, et la malheureuse ira en prison. La raison profonde de ces agissements ? « ...Il est courant que ces maisons (de tolérance) versent des sommes importantes à la police spéciale pour obtenir d'elle que, par ses vexations et ses violences, elle rabatte vers leur industrie ce misérable gibier. » (ALEXIS DANAN, *Paris-Soir*, 15.12.1935.)

Mais les courtisanes riches, celles qui racolent au Bois de Boulogne ou au parc Monceau, les élégantes des grands boulevards, les demoiselles du Quartier Latin ne sont jamais arrêtées, jamais inquiétées, jamais même surveillées, la police les respecte.

« Toute la rigueur du système retombe sur la femme sans appui et bornée » (3).

On tend ainsi par l'inscription forcée à rendre impossible leur retour à une vie normale ou meilleure, ce dont n'a qu'à profiter le tenancier. « Tout démontre à l'évidence que si, dans leur période de prostitution, elles ont réussi à esquiver l'inscription, leur retour à un mode de vie normal est grandement facilité. » (Prof. JOHANSSON, cité par FLEXNER, pag. 15). PARENT-DUCHATELET, abonde dans le même sens :

« Rappelons-nous que la prostitution n'est, pour la masse des filles publiques, qu'un état transitoire; qu'elles le quittent pour la plupart dès la première année, que très peu y persistent jusqu'à extinction ». (Cité par FLEXNER, pag. 15.)

Comment se fait-il « qu'un tel monument d'iniquité ait pu subsister, jusqu'à ce jour, dans un pays de liberté », se demande M. GEMAHING. « *Il ne subsiste* — il faut avoir le courage de le dire — *que parce que*

ce sont des femmes qui en sont victimes et que ce sont les hommes qui en profitent.

« C'est la survivance au milieu de nous de cet esprit de propriété de l'homme sur la femme, venu du fond des âges, et dont il faut le reconnaître, les mœurs françaises ne se sont pas encore libérées. Les arguments invoqués par certains sénateurs contre le suffrage féminin nous en ont fourni récemment une preuve nouvelle.

« De plus, les victimes de ce régime ne se recrutent que dans une seule classe (96 % des prostituées, d'après PARENT-DUCHATELET, sortent de la classe ouvrière et paysanne), notre monde bourgeois et pharisaïque tolère aisément un esclavage qui ne risque pas de l'atteindre et auquel, seules, des filles du peuple se trouvent sacrifiées ». (5, page 50).

§ 5. RÉGLEMENTATION ET HYGIÈNE (le péril vénérien)

Nous allons maintenant, après avoir esquissé « l'ordre » et la « morale », assurés par la réglementation, étudier de plus près la « prophylaxie sanitaire ». Est-il possible de parler de prostitution sans énumérer les méfaits de la syphilis et de la gonorrhée ?

La syphilis, sœur siamoise de la prostitution, accouchées par le monstre social du monde à l'envers, enlève chaque année à la France plus de 140.000 âmes humaines.

Plus de 40 % des malades en traitement pour des affections chroniques dans les hôpitaux, doivent leur maladie à la vérole.

« Un des principaux facteurs des affections cardiovasculaires, elle prédispose au cancer et à la tuberculose ».

« Elle est, de plus, la cause de très nombreuses in-

firmités : dégénérés, idiots, aveugles, sourds-muets, aliénés, ataxiques, paralytiques » (4).

Voici pour la syphilis. Et la blennorragie ?

Sur 1.000 vénériens, il faut compter environ : 50 chancres mous, 250 syphilis et 700 blennorragies. Gravité de la chaude-pisse :

1° Le tréponème arrête la grossesse dans son évolution, mais le diplocoque de NEISSER empêche la conception même.

2° La parturiente vérolée, traitée à temps, a toutes les chances d'accoucher d'une progéniture saine, cependant que la malheureuse blennorragique trainera son infirmité toute sa vie.

Nous n'hésitons pas à le dire : la gonorrhée chronique n'a pas de traitement. On peut donc mettre l'équation : blennorragie chronique = stérilité = dénatalité. Voilà où nous en arrivons !

**

En quoi consiste la prophylaxie antivénérienne chez les prostituées ?

A) *Pour les femmes en bordel.* Visite hebdomadaire.

L'amateur qui y va se croit en parfaite sécurité. Cette notion de sécurité qui, nous allons le démontrer, ne donne aucune garantie sérieuse contre les maladies vénériennes, est constamment mise en évidence par les intéressés. La « sécurité » dans les maisons de tolérance est une contre-vérité tellement évidente que nous aimerions voir afficher à l'entrée de chaque lupanar l'inscription suivante :

« Laissez tout espoir de sécurité vénérienne malheureux qui entrez ».

Parce que :

1° Les signes cliniques de la syphilis et plus encore de la Gono. sont difficiles à déceler.

2° Des examens de laboratoire longs, délicats et fréquemment répétés sont indispensables pour le diagnostic positif.

3° Il y a des porteuses de germes (immunité naturelle ou acquise) qui sont apparemment saines alors qu'elles continuent à rester dangereuses pour leurs partenaires.

4° Saines au moment de l'examen, elles peuvent ne plus l'être quelques heures après et contaminer, jusqu'à la prochaine visite, un nombre considérable de clients, vu le rendement élevé de chacune, qui peut, en effet, dépasser le chiffre de 80 clients par 24 heures dans les maisons d'abatage.

5° Les tenanciers étant astreints aux frais d'hospitalisation de leurs filles, ils s'efforcent toujours de soustraire à la visite les suspectes et les malades par dissimulation, maquillage ou débarras.

6° « Il est certain que, malgré les règlements, les tenancières emploient des femmes qui n'ont pas été visitées par le médecin » (1).

Rien n'illustre mieux la difficulté de la tâche prophylactique et nos affirmations contrôlées que la communication faite par M. Marcel PINARD, médecin des Hôpitaux de Paris, le 9 janvier 1936 à la Société française de Dermatologie et de Syphiligraphie, dont il est le Président (page 117).

Il avait eu à examiner quatre malades, porteurs d'accidents syphilitiques primaires qui faisaient remonter leur contagion à une visite dans une « maison d'abatage ». Grâce à l'obligeance de ses collègues, alertés comme lui, M. PINARD est arrivé au total de *32 cas de syphilis contractées pendant les mois d'octobre et de novembre dans cette maison.* « Le danger

(1) Docteur BURNIER, *Bulletin de la Société de Dermatologie* du 15 février 1927.

est d'autant plus grand qu'actuellement les pensionnaires de ces maisons, assez instables, n'y font que de courts séjours pour changer et courir ailleurs. L'épuration faite dans le personnel est donc à refaire le lendemain ».

« ...*Ces maisons sont donc le point de départ de véritables épidémies et l'argument de sécurité invoqué en leur faveur est SINGULIÈREMENT USURPÉ* ». Il convient d'ajouter que les femmes y sont examinées avec un soin méticuleux, donc rien à reprocher au syphiligraphe qui pratique les examens.

B) *A l'égard des femmes inscrites* le procédé n'est pas plus heureux. Les femmes enregistrées sont tenues à se présenter à la visite au moins tous les quinze jours.

Si elles sont reconnues suspectes, elles sont menacées d'être placées sous la surveillance de la police des mœurs et d'être incarcérées de force dans un hôpital-prison. Ce régime « médico-policier » « incite les femmes atteintes de maladies vénériennes à user de tous les moyens pour se soustraire à un traitement qui s'associe, dans leur pensée, à une contrainte policière » (5), ce qui explique l'instabilité des femmes inscrites. FLEXNER donne des chiffres caractéristiques. En général les filles malades parviennent à s'échapper 9 fois sur 10.

Mais nous n'avons pas encore dit l'essentiel qui juge définitivement de la valeur sanitaire de tout le système :

1° Sur 100.000 prostituées à Paris, 6.000-7.000 seulement sont inscrites sur les registres de la police (6 à 7 %) et 400 sont pensionnaires des maisons contrôlées, donc *un nombre infime de femmes est soumis à la surveillance policière*, qui laisse en dehors la plus grande partie.

2° Les mineures jusqu'à 18 ans échappent à toute surveillance (on n'a pas le droit de les inscrire).

3° On sait que le nombre des hommes atteints de maladies vénériennes l'emporte de beaucoup sur celui des femmes atteintes du même mal.

Or, les hommes ne sont nullement inquiétés et laissés libres de transmettre le germe contaminant.

« Que reste-t-il donc d'un système auquel *l'immense majorité des femmes se soustrait*, auquel *la totalité des hommes échappe...* » (5)

« Non seulement le système actuel n'effectue pas un contrôle sanitaire réel de femmes inscrites, mais il contribue à accroître la somme de la morbidité vénérienne » Professeur NEISSER de Breslau. (cité dans 4, page 8,

Tous les médecins qui ont approfondi le problème sont unanimes à le reconnaître (Professeurs GAUCHER, RIST, BAYET, etc. etc.).

CHAPITRE II

L'EXPERIENCE DE GRENOBLE

§ 1.— FERMETURE DES MAISONS DE TOLERANCE ET REPRESSION DE LA PROSTITUTION CLANDESTINE

Nous avons dit que le docteur HERMITE, président de l'A.D.H.M. avait dès 1907 émis un vœu au Conseil municipal de Grenoble exigeant la fermeture des M. de T. et l'abolition du régime de la police des mœurs. Le Conseil municipal, craignant de n'être ni compris ni suivi par l'opinion publique, mal informée de cette réforme, repoussa la proposition du docteur HERMITE. Plus de 20 ans après (mai 1929), le docteur HERMITE, élu à une forte majorité conseiller municipal, secondé par une organisation de plus en plus puissante, arrive à convaincre tout le monde y compris le député maire Paul MISTRAL.

Le 30 juin 1930, quelques jours après une grande manifestation populaire, le Conseil municipal acceptait à l'unanimité les conclusions du rapport du docteur HERMITE et le 1^{er} août 1930 un arrêté du maire ordonnait :

1° la fermeture des maisons de tolérance de Grenoble au plus tard le 31 décembre;

2° la suppression de l'inscription des filles publiques

sur les registres de la police des mœurs au plus tard à la date du 1er octobre 1930.

Cet arrêté a été notifié individuellement à chacun des tenanciers.

Il n'existe donc plus, *depuis le 1^{er} janvier 1931*, une seule des quatre maisons de tolérance dont l'effectif était de 32 filles.

Fermer les maisons de tolérance à Grenoble — qui l'eût imaginé que ce serait chose accomplie en l'an 31 ?

Le tenancier du « 18 » — le plus important des lupanars — reconnaissait neuf cents mille francs de bénéfices nets.

Un autre était en pourparlers pour vendre son commerce pour la bagatelle de cinq millions de fr.

Aussi comprend-on la « légitimité » de la réaction des tenanciers. Une campagne des plus violentes fut engagée : consultations juridiques en vue d'obtenir du Conseil d'Etat le retrait de la décision du Maire; tentative d'intimidation pour l'obtention d'une indemnité pour cessation de commerce ou pour cause d'expropriation publique; offres d'argent très élevées, campagne de presse, etc.

Le « Syndicat Philibert, de Paris » organe de défense des tenanciers et Cie organise une « Ligue auxiliaire de l'Hygiène Publique » pour s'opposer au vaste mouvement déchaîné par l'abolition de la réglementation à Grenoble.

Tout est mis en œuvre, on ne recule pas devant les frais exagérément élevés : « Vénus et Mercure », ouvrage de 300 pages édité en Belgique et luxueusement illustré, est distribué à plusieurs centaines d'exemplaires aux principales personnalités grenobloises, des articles de presse, une conférence publique, une pétition signée par 400 personnes — rien n'est oublié.

Mais l'opinion publique reste toujours indifférente. On essaie le suprême sauvetage : un personnage haut placé, Chevalier de la Légion d'honneur, Conseiller du Commerce extérieur, intervient auprès du Maire pour le faire rapporter son arrêté. Le Maire, Député S.F.I.O. reste intransigeant !

Répression de la prostitution clandestine.

Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté visent les débits de boissons, les hôtels, les maisons meublées, les chambres garnies, les cabarets plus ou moins mal fâmés, les boîtes de nuit, les brasseries borgnes... Des peines sévères sont édictées pouvant aller jusqu'à la fermeture immédiate de l'établissement.

Le personnel féminin des établissements doit respecter certaines conditions : la jeune fille doit avoir plus de 18 ans, elle n'a pas le droit de se tenir sur les portes et aux fenêtres, ni de s'asseoir à côté des consommateurs et de boire avec eux.

L'arrêté préfectoral du 16 mars 1935 complète une lacune : les femmes et les jeunes filles serveuses doivent être munies d'un certificat de bonne vie et mœurs *difficilement accordé et renouvelable tous les trois mois*. L'exécution stricte de cette formalité explique pourquoi le personnel féminin de cafés a diminué d'environ 65 %.

L'article 6 de l'arrêté municipal interdisait sévèrement le racolage ou tout autre acte de provocation à la débauche ou de nature à troubler l'ordre ou la décence publique.

Grâce à une liaison étroite entre les services de la Police, l'Assistance sociale et la Commission féminine le succès de la réforme est assuré.

Les maisons de prostitution clandestine sont l'objet d'une très sévère surveillance de la part de la police.

Depuis cinq ans plus de trente lieux clandestins de débauche ont été poursuivis et condamnés. Certains patrons ont été punis jusqu'à 6 mois de prison sans sursis et à 500 francs d'amende. Nous possédons entre nos mains la liste complète de toutes les condamnations.

Les résultats de ces condamnations sévères n'ont pas tardé de se manifester.

Alors qu'avant la fermeture des maisons de tolérance, la valeur marchande d'un café suspect oscillait de 70.000 à 100.000 fr., elle est passée à la moyenne de 20.000 fr. A la jurisprudence nouvelle dans la poursuite du bouge a été jointe une jurisprudence contre le racolage.

Le racolage est considéré à Grenoble comme un délit de droit commun et s'applique aux deux sexes suivant le principe de l'égalité de tous devant la loi.

Une prostituée ou autre femme surprise en train de racoler seront punies non pas pour exercice, clandestin de la prostitution, mais pour fait de racolage, tout comme un voleur par exemple est condamné pour cambriolage.

Il en est de même s'il s'agit d'un souteneur incommodant les passants, etc.

Nous qui n'avons pas hésité de nous livrer à une enquête nocturne dans les rues peu éclairées et autrefois louches, dans l'espoir de nous faire accoster par une galante du trottoir, pouvons affirmer, sans crainte d'être démenti, que le *racolage a disparu à peu près complètement à Grenoble.*

Tout voyageur non au courant de la transformation morale et sanitaire subie par la ville de Grenoble est incontestablement surpris par l'orde qui règne dans la rue et l'aspect décent *de toutes les femmes.*

Nulle part il ne lui arrive d'être sollicité, tiré par le bras, suivi obstinément, ainsi que cela se passe habi-

tuellement dans la plupart des rues attenant aux boulevards de la Métropole et des autres grandes villes de France.

Grenoble serait donc la « cité de la vertu » ? Nul honnête homme n'oserait l'affirmer. Le nombre des cafés clandestins s'est non seulement maintenu, mais a dépassé de 5 unités les chiffres antérieurs : de 38 auparavant il s'élèverait aujourd'hui à 43.

Les propriétaires de certains immeubles, les souteneurs, les trafiquants ne sont pas toujours incommodés. Leur action est grandement facilitée par l'absence de lois relatives aux poursuites directes.

Telle maison de rendez-vous très connue des Grenoblois n'a jamais pu être inquiétée par la police parce que ceux qui la fréquentent appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler la « haute société » (hauts magistrats, gros industriels, etc.). Faut-il insister ?

Mais depuis quand la suppression des maisons de tolérance a-t-elle fait disparaître les maisons clandestines ? Faut-il signaler, entre tant d'autres, le cas de la ville de Nîmes (90.000 habitants) qui compte 7 maisons de tolérance contrôlées et plus de 130 maisons clandestines ? (Rapport du Dr BUTTERLIN, 2 février 1936).

Un fait résiste, un fait que personne ne peut nier : les rixes, les scandales, les crimes, liés à l'existence de la prostitution réglementée, ont complètement disparu. L'ordre règne dans la rue. Le racologe est pour ainsi dire inexistant. La traite des femmes dont le stimulant incontestable résidait dans la présence des maisons de tolérance est chose inconnue dans la cité dauphinoise.

§ 2. — SUPPRESSION DE LA MISE EN CARTE.

Nous avons vu dans le paragraphe précédent qu'il avait été décidé au plus tard pour le 1er octobre 1930 la suppression de l'inscription des filles publiques sur les registres de la police des mœurs.

Nous avons montré dans le premier chapitre, paragraphe 4, combien d'injustice, d'arbitraire, de complaisance, comportait la mise en carte des prostituées isolées ou clandestines.

La maîtresse dénoncée par le fils de famille, la jeune fille égarée dans une maison douteuse, ou simplement en compagnie d'une « inscrite », la malheureuse sans défense aux prises avec un poursuiveur... et voici leur vie brisée, à jamais enlisée dans la boue.

La nécessité où se trouvent les tenanciers de changer fréquemment leurs pensionnaires (*), la tentation constante exercée sur le personnel policier par les mêmes tenanciers dont le contact est des plus dangereux (« on ne fait pas la police avec des archevêques »), expliquent la corruption de la police des mœurs.

Le recrutement, le « Condé », toutes les formes de corruption sont ignorées à l'heure actuelle dans la ville de Grenoble.

L'inscription forcée rendait impossible le retour des filles à une vie normale ou meilleure. Rien ne les empêche maintenant de rejoindre leur maison, l'Abri Dauphinois.

L'inscription forcée avait un autre côté révoltant : elle ne jouait que lorsqu'il s'agissait d'une femme sans défense, pauvre ou bornée. Jamais les poules de luxe du Bois de Boulogne, de l'Opéra, ou du Quartier Latin

(*) Le séjour des femmes dans les bordels de Grenoble était de 50 jours en moyenne, le séjour des femmes en carte de 80 jours en moyenne.

qui racolent pourtant assez ostensiblement n'ont été l'objet de la moindre inquiétude de la part de la « brigade mondaine ». Celle-ci s'avérait de la sorte un instrument d'oppression de la classe pauvre.

§ 3. — LA POLICE FEMININE

La police féminine existe depuis des années dans près de 40 pays où elle assume comme principale tâche à assurer la protection des femmes et des enfants. A Paris, les deux femmes agentes font partie de la police municipale. Leur institution est relativement récente chez nous, deux ans à peine. Grenoble se devait d'être la première ville de province qui possède des femmes dans la police.

Bien que prévues depuis longtemps dans le programme de l'A.D.H.M., des difficultés de toutes sortes ont retardé longtemps leur équipement.

Ce n'est en effet, que le 1er mars 1936, que deux jeunes filles, MMilles REYBIER et LANIER entraient en fonction avec le titre de « inspectrices sociales ».

Diplômées d'Etat du Service Social — école du Moulin Vert à Paris — leur autorité, indispensable à un travail aussi délicat, était sauvegardée. Elles ont bien voulu nous accorder une entrevue et nous dire en quoi consistait leur travail, ce dont nous leur sommes reconnaissant. Leur activité est particulièrement déployée à la surveillance de l'enfance, de l'hygiène et de la moralité publique. Leur organisation est souple. Elles doivent souvent toucher à tout, aussi leurs méthodes sont-elles sincères, tout en n'excluant point — si besoin est — les manières diplomatiques.

a) Surveillance de l'enfance.

Dès qu'un enfant maltraité leur est signalé par les Commissaires de Police ou les services de la Sûreté,

par des parents ou des voisins, elles font une enquête approfondie sur les causes et origines des faits signalés.

Elles en font part à M. le Commissaire Central et donnent leur avis sur la conduite à suivre.

Leur attention s'exerce très vigilante sur le terrain de la fréquentation scolaire, de la surveillance des écoles de filles d'où les individus suspects sont rapidement éloignés (exhibitionnistes, corrupteurs, etc.)

Elles surveillent les lieux susceptibles de voir s'exercer la mendicité enfantine (cinémas, églises, cafés, etc.)

b) Elles sont spécialement chargées de la police préventive de la jeune fille isolée, sujette à toutes les influences dangereuses, aussi bien dans la rue qu'au lieu de son travail.

c) Si une femme est arrêtée pour racolage, elle est dirigée vers les Inspectrices Sociales qui l'interrogent sur ses intentions, son passé, lui font connaître l'œuvre de relèvement des femmes dévoyées (Abri Dauphinois), ainsi que l'accueil fraternel de Mme la présidente M. MIRANDE.

Elles insistent tout particulièrement sur le terrain médical : existence d'un dispensaire moderne accessible à tous aux heures qui leur conviennent, utilité d'une prise de sang, nécessité de se faire soigner...

Les inspectrices sociales collaborent étroitement avec la police, les écoles, les œuvres d'assistance publique... Elles rendent des services éminemment pratiques.

L'appui moral et indirectement matériel — recherche du travail pour celles qui n'en ont pas — qu'elles réservent à toutes les malheureuses créatures justifient amplement de leur utilité sociale. C'est ainsi qu'au mois de juillet par exemple elles ont eu à faire 212 démarches, elles ont déposé 29 cas nouveaux et ont

reçu 73 personnes dans leur permanence. C'est grâce à elles, d'autre part, que 4 jeunes filles ont été placées à l' « Abri Dauphinois ».

La confiance qu'elles inspirent — comment en serait-il autrement quand le sourire et la gentillesse remplacent la matraque ! leur vaut la sympathie de leurs collègues hommes, l'encouragement de toute la population qui n'hésite pas à leur demander des conseils d'ordre familial ou strictement intime.

L'ABRI DAUPHINOIS

« Le prix d'une personne humaine est infini; n'en sauverions-nous qu'une seule, nous aurions un résultat d'une grandeur infinie ».

Mme M. MIRANDE.

L'Abri Dauphinois est une œuvre de relèvement pour prostituées *adultes*, la seule qui existe en France. Partie intégrante de l'Expérience de Grenoble, son importance n'échappera à personne.

« Créer une société qui aura pour but d'aider par tous les moyens, matériels et moraux, à l'affranchissement et au relèvement des jeunes filles prostituées » a été un des vœux chers au docteur HERMITE, qui, dès 1907, l'exprimait clairement et courageusement dans un article du « Dauphiné Médical » publié en brochure. (6)

Lorsque le Maire avait pris l'arrêté abolissant les maisons de tolérance, il restait à régler le sort des malheureuses pensionnaires.

Les dames de l'A.D.H.M. rédigèrent une lettre recommandée adressée nommément à chacune d'elles pour les engager à changer de vie et leur offrir leur appui pour y parvenir. Sans local de réception, sans foyer, sans crédits, en butte aux ironies d'une soi-

disant « élite », l'initiative, des plus généreuses, rencontrait les plus grandes difficultés.

Afin de mieux coordonner leur travail, les dames de l'A.D.H.M. se constituèrent en Commission féminine sous la présidence de Mme. M. MIRANDE (fin 1932). Au début, l'œuvre n'étant pas très connue dans les milieux spéciaux, c'est l'assistante sociale du service anti-vénérien qui dépistait au dispensaire ou à l'hôpital les sujets susceptibles de rédemption et les envoyait à Mme MIRANDE.

La police procédait de la même manière.

Un an après, les malheureuses venaient spontanément chez la Présidente et imploraient aide et protection : contre le souteneur et le patron qui terrorisent et exploitent, contre la société qui les repousse, contre l'appel du trottoir lorsque l'estomac est vide et le gîte manquant, contre elles-mêmes lorsque la volonté — déjà si faible — fléchit encore davantage.

Aide et protection — vain mot, cri d'espoir dans une société bonne et généreuse pour les seuls privilégiés.

« Nous voulons redevenir honnêtes ». « Nous en avons assez de notre vie infernale ». « Je n'ai pas mangé depuis avant-hier, je n'ai que la rue pour coucher ce soir ».

De partout s'élevaient des voix accusatrices contre un tel état de choses dont on ne devait pas les rendre responsables. *Elles ne l'ont certainement pas voulu*, la plupart tout au moins. La preuve ? En voici une pour commencer :

De août 1931 à fin juillet 1932, quarante huit femmes sont venues se mettre sous la protection des dames de l'A.D.H.M.

Plusieurs sont définitivement sauvées, trouvant leur gagne pain dans le travail; trois sont mariées, deux jeunes filles ont rejoint leur famille; d'autres sont

dans la période d'épreuve; trois ont échappé parce que les moyens matériels ont manqué pour les garder quelques jours; deux sont mortes de tuberculose, une seule a repris sa vie de débauche après avoir laissé croire à sa bonne volonté.

Le relèvement est-il donc possible ? — Nous répondons au Chapitre III § 2.

Mais comment a-t-on procédé pour arriver à un début si promettant ? Nous nous devons une réponse, avant de continuer l'historique qui nous mènera à la création de l'« Abri Dauphinois », objet d'une étude plus documentée et de plusieurs points de vue.

Mme MIRANDE, la Présidente de la Commission féminine (1) sait très bien que « presque toujours c'est par le sentiment que la femme est prise ».

Aussi s'efforce-t-elle de conquérir tout de suite la confiance de son « enfant », de s'attirer son affection, de l'observer le plus possible, de lui montrer la valeur de la dignité humaine. Une fois devenue son « amie » la malheureuse fille lui fait ses confidences, — rien n'est volontairement omis. Mme MIRANDE étudie leur point vulnérable : Amour maternel, amour filial, souvenirs d'enfance, sentiments religieux. « Chacune a un point vulnérable qu'il est d'élémentaire psychologie de découvrir et ce point sera le levier d'action ». (v 15)

Mais comment protéger la femme contre son souteneur menaçant ? — Où la loger après sa sortie de la prison ? — Que lui offrir, en attendant de lui trouver un travail honnête et rémunérateur ? — Comment la soustraire à l'influence de la rue ?

De nombreuses questions angoissantes se posaient

(1) Mme M. MIRANDE, épouse du regretté savant, M. le Professeur MIRANDE, joint à l'autorité qui s'attache au nom de son mari, une grandeur d'âme, une fine psychologue, des sentiments essentiellement chrétiens. Mme MIRANDE est cette grande catholique devant laquelle le mécréant que nous sommes s'incline respectueusement.

avec insistance que le tragique de certains échecs rendaient encore plus pressantes.

La création d'un abri-refuge calme et régénérateur d'une jeunesse cruellement jetée dans les bras de la Prostitution par une couche infime de la population — toujours la même (*) devenait plus indispensable que jamais. Aussi grande a été la joie de tous, lorsque le 30 juin 1934 est créé l'Abri Dauphinois, refuge éloigné des filles en voie de relèvement. Son siège est à Bouquéron, commune de Corenc.

Le local de l'Abri s'avère peu de temps après insuffisant. Mais ce n'est que le 1^{er} juin 1936 qu'il est transféré à Saint-Ismiers, à 10 km. de la ville. L'établissement composé d'un rez-de-chaussée et de 2 étages (dont le 2^e attend toujours l'argent nécessaire à son aménagement (**), comprend 10 chambres à un lit, 4 chambres à 3 lits, 2 chambres pour la directrice et son assistante, une salle de bains, une salle de travail, une infirmerie, une cuisine et une arrière-cuisine. Toutes sont claires, propres et spacieuses. Le maximum de pensionnaires que le refuge peut abriter ne dépasse pas le nombre de 22. Pour des raisons qu'il est aisé de comprendre, on ne met jamais 2 pensionnaires dans un même lit, jamais 2 dans la même chambre. D'où la raison d'être des chambres à un lit et à trois lits.

Avec l'aménagement du 2^e étage, 12 filles y trouveraient le gîte, le pain, l'amitié, le bien-être qu'elles auront en vain cherchés ailleurs.

(*) Le Docteur HERMITE, ancien président de la section locale du parti radical-socialiste, ne peut s'empêcher de nous faire remarquer que si l'ouvrier entretient des rapports sexuels avec l'ouvrière, c'est le bourgeois qui, avec sa voiture, ses cadeaux, son argent, corrompt et prostitue les ouvrières.

(**) Disons en passant que le budget de la Com. féminine qui gère l'Abri Dauphinois sous le contrôle du C. A. de l'A. D. H. M. est en déficit de 20.000 fr. On se demande ce qu'il deviendra à bout de ressources et inexistant pour le Gouvernement de la République.

L'abri est placé sous la surveillance d'une directrice qualifiée qui accueille avec la plus grande bonté les malheureuses dévoyées (*).

Lorsqu'une prostituée est *bien décidée* à changer de vie, elle va voir *de son plein gré* la présidente de la Co.m. fém. « *Elles viennent*, on ne les cherche pas, ce point est indispensable. Cet effort de volonté est nécessaire pour que l'Abri ne soit pas exploité, pour que l'aide ne soit pas imposée par surprise et pour *respecter la liberté de chaque conscience* ». (Rapport de Mme MIRANDE). On essaie toutefois de faire une certaine publicité à l'Œuvre grâce à l'Armée du Salut, aux Assistantes sociales, aux Inspectrices de la police municipale. La présidente, nous l'avons vu, provoque tout d'abord les confidences des jeunes filles qu'elle reçoit ou qui lui sont envoyées, les interroge sur leur passé, cherche le point vulnérable qui deviendra le levier du relèvement, puis fait répondre à un questionnaire minutieusement étudié et qui est signé par chaque jeune femme, sous la déclaration formelle de vouloir revenir à une vie normale.

Elle est ensuite dirigée au dispensaire ou on lui fait une prise de sang. Arrivée à l'Abri, on lui fait lire le « Règlement intérieur » et les « Consignes particulières ». La fille est libre d'accepter ou de refuser sans qu'elle soit nullement inquiétée. Si elle accepte elle doit signer l'engagement suivant :

« Je soussignée déclare avoir lu attentivement tous les paragraphes du règlement intérieur de l'Abri et

(*) C'est Mlle CORRÉARD qui a été chargée de cette tâche. Nous avons souvent correspondu avec Mlle C. Nous avons visité l'Abri. Nous avons ainsi pu admirer de très près cette courageuse femme qui est pour les pensionnaires du Refuge une sœur, une amie intime qu'on aime et à qui on raconte tout. Ex-officière de l'Armée du Salut, combien Mlle C. est loin de ses directrices qu'on s'imagina ordinairement, qui sont plus militaires que femmes de cœur, et dont un film allemand nous a laissé un triste souvenir !

accepte librement de m'y conformer en tous points ». Ce règlement n'a qu'un but : aider les jeunes femmes dans leur résolution. Nous allons le résumer brièvement :

De 7 h. à 8 h. 15, lever, toilette, gymnastique, petit déjeuner, mise en ordre des chambres.

De 8 h. 15 à 12 heures, chacune au travail qui lui est confié. Cuisine, vaisselle, lessive, etc., à tour de rôle (Utilité pour l'avenir, la plupart ne connaissant aucun métier). A midi, le déjeuner, de 12 h. 45 à 14 h. 15, repos, à 19 h. le dîner.

Quant aux « Consignes particulières » elles visent la correspondance, les visites, le coucher, les sorties, la visite médicale et l'ordre avec les sanctions administratives (*).

La dernière phrase des « Consignes » mérite d'être reproduite intégralement : « Les jeunes femmes qui exprimeront la volonté de quitter la maison peuvent le faire sans difficultés en prévenant Mme la Présidente de la Com. fém. par l'intermédiaire de Mme la Directrice ».

Celles qui le désirent s'adonnent aux travaux de jardinage. Les heures disponibles sont employées à des travaux de couture rémunérés. Deux fois par semaine des cours de français, de calcul, de style, leur sont faits par un professeur qui leur donne des devoirs.

Dimanche on amène à la messe celles qui en expriment le désir. Mlle Corréard nous assure que la liberté de conscience est scrupuleusement respectée.

Les loisirs sont employés à la promenade, à la mu-

(*) Les lettres sont remises ouvertes, les visites n'ont lieu que sur autorisation écrite, les filles ne sortent généralement pas seules, sauf pour aller au Dispensaire, la visite médicale est obligatoire pour l'admission à l'Abri et quand la directrice le juge nécessaire, les chambres ne doivent pas être fermées à clef.

sique, à la lecture, aux jeux de tennis, de boules, etc. « La vie de famille sans contrainte ». Quand la protégée a retrouvé l'équilibre physique et moral, on lui cherche une situation en rapport avec ses aptitudes, mais toujours l'Abri reste et restera le foyer familial où elle retrempe ses forces.

Chaque pensionnaire a sa *fiche sanitaire* qui comprend trois parties :

1° L'état-civil ;

2° Une triple fiche : vénérienne, psychiatrique et tuberculeuse ;

3° Le dossier moral et psychologique.

Ce n'est un secret pour personne que la presque totalité des jeunes filles sont des malades relevant de la pathologie, de la neurologie, de la psychiatrie ou simplement de la médecine générale, sans parler des maladies vénériennes dont pas une n'est intacte. La syphilis a elle seule y sévit dans la proportion de 90 %. Celles qui déclarent être malades, de quelque nature que soit leur maladie, sont directement envoyées à l'hôpital sans passer par l'Abri. Il en est de même des contagieuses. Les syphilitiques ou blennorragiques sont soignées à l'Abri même où une Infirmière est spécialement détachée pour les injections. Il y a d'autre part une liaison étroite avec le dispensaire de la ville, ce qui arrange bien des choses.

Les pensionnaires sont en général examinées et suivies soigneusement au point de vue sanitaire.

Une autre liaison étroite existe entre l'Abri Dauphinois et l'« Œuvre de protection de l'Enfance et Foyer des Mères », la pouponnière la plus moderne et la plus pratique qui existe en France, et dont le mérite entier revient au D^r HENITE. Elle reçoit aussi les bébés des filles logées à l'Abri... De cette façon, aucun obstacle ne s'oppose au relèvement de la prostituée.

Voici maintenant le bilan de cette œuvre, sans commentaires.

En moins de cinq ans, il y a eu 135 demandes.

Onze femmes se sont mariées, dont cinq sont mères de famille.

Dix ont été reconduites dans leur famille.

Une vingtaine ont été placées comme domestiques, ouvrières, demoiselles de magasin. Quelques échecs certains, dont on verra plus loin les raisons.

Par suite des difficultés que rencontre dès le début l'œuvre de protection, le manque de local, l'insuffisance rapide de celui-ci, son transfert et le temps nécessaire à son aménagement, d'ailleurs incomplet encore aujourd'hui, il serait inexact de dissenter sur un bilan pareil.

Il sera plus scientifique de ne parler de l'œuvre que depuis la création de l'Abri Dauphinois, le 30 juin 1934.

Quarante-cinq pensionnaires sont passées par là, sans compter celles qui, malades avouées, ont été directement envoyées dans les hôpitaux.

Dans un rapport présenté le 11 mars 1936, on lit : « ...de plus en plus nombreuses, les jeunes femmes accourent du Nord de l'Afrique et de tous les coins de la France ». Est-ce vrai ?

STATISTIQUE N° 1. — Sur 45 pensionnaires qui ont passé ou sont restées à l' « Abri » :

16	viennent de	Grenoble.
3	—	Lyon.
3	—	Marseille.
3	—	l'Afrique du Nord.
1	arrive de	Paris.
1	—	Genève.
1	—	Maroc.
1	—	Martinique.
1	—	Strasbourg, etc...

D'autres villes ont envoyé chacune une pensionnaire. Il est bon de noter à propos que l'Abri D. n'est ignoré des Officiels que lorsqu'il s'agit de subventions.

On nous apprend, en effet, que la prostituée de Paris a été adressée par la Préfecture de Paris; celle du Maroc par M. Pierre Cot, Ministre de l'Air...

Avant la fondation de l'Abri, les mineures n'étaient pas recherchées — les maisons de relèvement pour mineures dévoyées existant un peu partout sur le territoire français (*).

Depuis deux ans, les circonstances ont obligé de faire admettre plusieurs mineures dont quelques-unes dans un but exclusivement prophylactique. C'est ainsi qu'on nous a signalé une jeune fille de 15 ans, une autre de 20 ans, non encore souillées par la débauche masculine et anatomiquement vierges.

STATISTIQUE N° 2. — Sur les 45 pensionnaires :

2 sont âgées de 15 ans.

1 a 17 ans, 2 ont 19 ans.

La plupart sont âgées de 19 à 26 ans.

L'aînée a 39 ans.

STATISTIQUE N° 3. — Suivant les maladies (toutes ignorées par les femmes) :

35 sont syphilitiques.

5 sont tuberculeuses (dont 4 pulmonaires).

1 est atteinte de maladie mentale.

1 est cardiaque.

1 autre hépatique.

(Seules les deux jeunes filles dont nous parlions plus haut sont bien portantes.)

On voit l'utilité de la triple fiche vénérienne, tuberculeuse et psychiatrique. Chaque jeune femme est

(*) Elles ont, soit dit en passant, une triste renommée et les pensionnaires font de fréquentes tentatives d'évasion (v. la Presse de 1935, 1936).

examinée cliniquement et passée à la radioscopie, même si rien ne doit faire penser à la tuberculose. Presque toutes sont, en plus, fatiguées, amaigries, d'une grande instabilité motrice et psychique, souvent déficientes intellectuellement et à caractère fréquemment aigri par leur passé.

Ouvrir le dossier neuro-psychiatrique de ces malheureuses est extrêmement utile et fournit matière à étude médico-psychologique de premier ordre. Nous regrettons vivement de ne pouvoir le faire.

STATISTIQUE N° 4. — Suivant la nationalité on remarque :

- 39 Françaises, dont quelques-unes des colonies.
- 4 Italiennes.
- 1 Suisse.

STATISTIQUE N° 5. — Suivant la confession :
Toutes, sauf deux, sont catholiques.

STATISTIQUE N° 6. — Suivant l'origine sociale :

- 25 seraient d'origine ouvrière.
- 2 — — paysanne.
- 9 — — petite bourgeoise.
- 9 font partie de la classe aisée.

On comprend aisément la difficulté de préciser lorsqu'il s'agit de l'origine sociale. La majorité des protégées viennent d'ailleurs que de Grenoble (St. n° 1). Il n'est pas toujours facile de se rendre compte de l'exactitude des affirmations de chacune. Il est difficile de « classer ».

STATISTIQUE N° 7. — *Pourquoi ont-elles « mal tourné » ?*

Les renseignements recueillis à ce sujet prennent pour nous une grande valeur du fait que la Présidente de la Com. fém. et Mlle CORRÉARD, directrice de l'Abri, entrent en rapport fréquent avec la plupart des familles de leurs élèves et en connaissent les détails. La

confiance absolue dont elles jouissent et le respect dont elles sont entourées, sont pour nous une garantie d'authenticité complémentaire.

Il faut, d'autre part, signaler que toute jeune femme sortant de l'Abri est confiée à une marraine, membre de la Commission féminine. Disons, enfin, que certaines y sont restées 6, 9 et même 12 mois et que, par conséquent, certaines affirmations ont pu être contrôlées au Refuge même (visites de parents, d'amies, etc.).

La *déception amoureuse* tient la première place avec la *défection familiale*.

Nous faisons entrer dans la *déception amoureuse*, les jeunes filles dont l'*affection* a été *déçue*, celles dont on a *abusé* sous un prétexte ou sous un autre, celles qui, restées enceintes, ont été *abandonnées*, les « *fiancées* » qui attendent toujours leur mariage, les jeunes filles *séduites*, etc.

Dans la *défection familiale* on peut faire entrer l'*éducation immorale* des parents, *leurs mauvais exemples*, le *divorce* et le *remariage* surtout du père, l'*abandon* de l'enfant... Signalons par exemple que 7 de nos pensionnaires viennent de l'Assistance publique, soit 16 %.

Par contre celles qui se sont prostituées par *amour du vice* sont une infime minorité (*). Il en serait à peu près de même des filles poussées à la débauche par le manque de travail. Ici une mise au point s'impose. On confond trop souvent le chômage avec la *misère par insuffisance des salaires*, deux choses un peu différentes. La vie quotidienne nous donne maints exemples pour nous prouver que la nécessité où se

(*) Les statistiques de FÉDOROSKI sur les prostituées des prophylactoriums soviétiques indiquent que les perverses sexuelles les nymphomanes n'entrent dans l'étiologie que pour 5,65 %. Elles concordent donc avec nos constatations de l'Abri (v. 10).

trouvent la plupart des ouvrières ou employées de compléter leurs salaires par des ressources complémentaires est une cause de débauche des plus importantes.

Il serait complètement absurde de s'imaginer que telles jeunes filles employées dans un grand magasin de Melun au *salaire mensuel de cent vingt francs* puissent vivre honnêtement, même assistées de leurs parents.

Des employées des banques de Grenoble touchent en moyenne 300 francs par mois ! Nous pourrions citer des cas pareils sur de nombreuses pages de notre brochure. Qu'on se dise donc qu'il ne s'agit nullement de quelques cas isolés — choisis pour défendre une thèse « subversive » !! Il suffit d'ailleurs de consulter le Dr G. PAUL-BONCOUR pour apprendre que les *salaires trop bas* entrent dans sa statistique personnelle pour 40 %, alors que la « misère trop marquée » n'y est que pour 10 %, cependant que « entraînement, mauvais exemples, éducation immorale » comptent 84 % des prostituées (5, p. 97 en note).

Afin de mieux synthétiser nos affirmations et nos statistiques et montrer les heureux résultats obtenus par la Maison de relèvement pour prostituées adultes, malgré ses moyens très insuffisants et le manque absolu d'appui officiel, nous citerons 3 cas sans les commenter.

OBSERVATION N° 1

Clotilde B., fille d'ouvriers, née en 1897, perd à 7 ans son père, tuberculeux.

A 12 ans elle est placée par sa mère dans une ferme, puis ensuite dans des cafés.

A 17 ans elle fait la connaissance d'une femme de mauvaise vie.

Un jour elle l'accompagne à l'hôpital pour la visite médicale des prostituées.

Clotilde ignorait que cette femme en fût une.

Un agent vient près de Clotilde, lui fait signer deux feuilles... C'était sa mise en carte. Huit jours après l'agent lui apporte chez elle la carte. Stupéfaction de la jeune fille, incorporée dans la prostitution *sans s'en douter*.

Elle n'avait pas d'occupation. Une idée : « Puisque j'y suis, j'y reste ».

Et Clotilde se prostitue à Lyon, à Marseille, à Toulon, à Grenoble, où elle opère 9 ans sous l'emprise du même souteneur.

Elle va à la Polyclinique. L'assistante sociale lui parle de l'Abri.

A 37 ans, après 20 ans de prostitution, Clotilde B... est redevenue femme honnête et respectée. Voilà plus de 2 ans qu'elle suit le droit chemin.

Sa conduite est irréprochable.

OBSERVATION N° 2

Andrée X..., orpheline élevée jusqu'à 18 ans dans un orphelinat. Un peu « nature ». Ignore tout de la vie sexuelle.

Un bureau de placement, à Marseille, lui propose une place excellente dans un hôtel à Constantine. Employée comme serveuse pendant huit jours. Le neuvième jour le patron lui dit : « Nous sommes très contents de vous, en voici une preuve ». Et d'étaler une robe ravissante qu'Andrée essaie sans tarder. Puis (qu'elle est belle !) on la conduit dans un salon attendant à l'hôtel, on la présente à la douzaine de femmes assemblées, on « arrose... », et des visiteurs défilent jusqu'au lendemain matin, sans interruption.

Le lendemain matin, Andrée crie, supplie : « Laissez-moi partir ».

« Tu partiras lorsque tu m'auras rendu les 5.000 francs que je t'ai payés ».

Elle est restée 9 ans, les dettes s'étant accumulées, suivant le système bien connu. Des circonstances exceptionnelles lui ont fait rencontrer une femme de bien qui l'a arrachée à cette triste maison et l'a envoyée à l'Abri. Mariée à l'heure actuelle, elle donne l'exemple de l'honnêteté. Son mari se déclare le plus heureux des hommes (*).

OBSERVATION N° 3

(Puisée dans le dossier non moins intéressant des femmes relevées avant la création de l'Abri.)

Jeanne R..., 23 ans, est remarquée par la présidente à une séance du Tribunal Correctionnel de Grenoble, en raison du cynisme avec lequel elle accueille sa condamnation pour vagabondage spécial.

Au début du mois d'août 1931, elle exprime son désir de changer de vie et déclare : « J'apporterai au bien la même ardeur que j'ai apportée au mal. » La présidente la met à l'épreuve, la place dans une bonbonnerie et *ajoute au gain trop minime le strict nécessaire pour la vie* (souligné par nous), veille par tous les moyens possibles à s'assurer de sa fidélité à ses résolutions. Quand celles-ci semblent se réaliser pleinement, Jeanne, qui a du goût pour la couture, est placée dans un atelier. Au bout de six mois d'apprentissage, elle est employée dans un grand magasin de confection de Grenoble, où elle donne entière satisfaction. Pendant cette période (elle venait deux fois par semaine chez la Présidente), *nombreuses ont été les menaces de mort par son ancien sou-*

(*) Les jeunes gens qui déclarent vouloir épouser des pensionnaires sont mis au courant des antécédents de leurs futures épouses. On leur attire également l'attention sur des conséquences imprévues et parfois certaines pour l'avenir.

Le procédé nous semble juste et correct. On évite ainsi des surprises désagréables et les scènes de ménage, pénibles pour les deux conjoints.

leneur, les sollicitations malhonnêtes auxquelles elle a été en butte. A tout cela, elle répondait invariablement : « Je préfère la mort ».

Le 13 juillet 1932 elle se marie, et aujourd'hui Jeanne est heureuse.

Il ne faudrait pas croire que les 3 cas cités sont exceptionnels. Nous les avons choisis uniquement parce que chaque observation nous semblait caractériser telle ou telle de nos affirmations, ce qui nous évite de multiplier les exemples et de gâcher inutilement du papier.

Ajoutons pour être complet que les anciennes prostituées continuent toujours à considérer l'Abri Dauphinois comme *leur maison* qu'elles viennent revoir les dimanches et jours de liberté.

La plupart y passent leurs vacances, les mères y vont avec leurs bébés, la joie est alors grande dans cette maison apaisante où tout ne devient que gaité et tendresse.

La nature elle-même, les belles montagnes neigeuses des Alpes françaises, montre son visage souriant et prend part à la fête.

★★

Et les échecs ? Comment les expliquer ?

Les échecs représentent pour nous peut-être plus d'intérêt que les succès.

Ceux-ci étaient vivement souhaités, impatiemment attendus, une foi inébranlable travaillait...

Mais suivre les échecs un par un, en rechercher la raison, analyser chaque cas à la lumière de la psychologie, de la neurologie ou de la psychiatrie, quel travail passionnant pour un esprit socialement et scientifiquement curieux ! Nous les aborderons rapidement (v. l'Introduction).

a) Avant l'ouverture du Foyer-Refuge.

La raison des échecs est facile à comprendre.

— Où abriter les pauvres filles en attendant le secours matériel et moral ?

— Comment les défendre contre le souteneur ?

— Comment s'occuper de plusieurs femmes à la fois et leur trouver à toutes, de suite, le travail régénérateur ?

Quelques faits tragiques illustrent bien la pénible situation.

OBSERVATION N° 4

En octobre 1933 fut amenée une jeune fille de 17 ans, qu'il fallait arracher à un terrible souteneur. Malade, elle fut admise à l'Hôpital, seul moyen pour la soustraire à l'ignoble individu. Il le sut, lui apporta des vêtements, un faux état-civil et l'obligea à s'évader, l'accompagna à Marseille où elle dut recommencer son métier sous un nom volé.

OBSERVATION N° 5

Mlle M. Ch... se présente en décembre 1933 à la Présidente de la Com. fém. Munie de son brevet, de très bonne famille, ardemment désireuse de changer de vie. Mme Mirande, chargée d'un nombre élevé de protégées, la prie d'attendre. M. Ch... insiste. Et le même soir, traquée par la police, elle fuit à Chambéry où, le lendemain 25 décembre, jour de Noël, elle est étranglée.

b) Après la création de l'Abri Dauphinois.

L'explication des échecs devient légèrement plus malaisée.

D'abord parce que la création de l'Abri est encore

trop récente. L'Abri, il n'est pas inutile de le rappeler, n'existe que depuis deux ans.

Ensuite, parce que de nombreux cas restent en suspens.

Peut-on, en effet, affirmer que les 14 filles que nous avons trouvées au refuge lors de notre visite, finiront toutes comme leurs aînées ? Or, nous les avons comptées dans nos statistiques.

Peut-on, d'autre part, considérer comme « échec » le cas de cette relevée qui, ayant, au lieu de son travail, dans la rue ou ailleurs, subi les lois inéluctables du milieu social, est susceptible de reprendre certaines de ses anciennes habitudes ?

Que faire enfin des « douteuses » ? Celles qui, ayant trouvé du travail dans un pays très éloigné de Grenoble, tiennent bien au courant la Présidente de leur passe-temps qu'il est, faute de correspondante accréditée, extrêmement difficile de contrôler ? Et de celles qui vivent en union libre ?

Signalons, enfin, l'impossibilité de consacrer trop de temps à chaque fille et l'impossibilité d'un isolement et d'une surveillance individuelle absolus. Aussi dès que l'une d'elles est voleuse ou vicieuse apparemment incorrigible (la Présidente et la Directrice ont de l'expérience) elle s'avère d'un danger grave pour les autres. Il convient donc de l'éloigner de l'Abri le plus tôt possible. Exemple les deux échecs ci-dessous, les seuls *certain*s.

OBSERVATION N° 6

Mlle X..., 20 ans, a séjourné 2 mois 1/2 à l'Abri. Aimait bien le vol avant. Vicieuse par dessus le marché, elle a continué de voler à l'Abri.

OBSERVATION N° 7

Vicieuse et incorrigible comme la première, n'est restée à l'Abri que vingt jours.

Toutes les deux ont été mises à la porte, parce qu'elles représentaient un danger de contamination morale.

§ 5. LE DISPENSAIRE

RÉFORME RADICALE DES MÉTHODES DE PROPHYLAXIE ANTIVÉNÉRIENNE. LIBERTÉ ABSOLUE ET POUR LES DEUX SEXES EN MATIÈRE DE TRAITEMENT POUR MALADIES VÉNÉRIENNES.

Certains membres de la Commission Médicale de l'A. D. H. M. (*) et notamment les docteurs HERMITE et LORTSCH avaient été fortement impressionnés par les résultats surprenants de la lutte contre la syphilis en Belgique (« L'expérience belge »).

« En cinq années, la syphilis a diminué, en Belgique, des neuf dixièmes de ce qu'elle était auparavant et cette diminution à l'heure actuelle se maintient dans son ensemble » (2).

Nous n'avons pas l'intention de commencer une nouvelle thèse de doctorat sur l'« Expérience belge » mais il est indispensable de noter à propos quelques

(*) Celle-ci, composée de 13 médecins, comprend les meilleurs praticiens de la ville. Nous y remarquons : le Docteur HERMITE, le Docteur BÜTTERLIN, le Docteur S. LORTSCH, ancien externe des Hôpitaux de Paris, le Médecin Colonel JULLIEN, Médecin Chef de l'Hôpital Militaire, le Médecin Général VIALLET, le Docteur MONCENIX, Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène.

constatations auxquelles le bon sens français ne se refusera pas.

M. le professeur A. BAYET souligne les deux actions fondamentales de l'arsenic (1) :

1° Action cicatrisante, c'est-à-dire disparition des lésions ouvertes de la syphilis;

2° Action microbicide, c'est-à-dire disparition du microbe des lésions syphilitiques.

Celle-ci est extrêmement rapide, on ne trouve plus de tréponème au bout de un ou deux jours dans le chancre.

Il résulte que la durée de la période contagieuse de la syphilis se trouve considérablement raccourcie et le danger de contamination vénérienne diminué de 75 à 80 %.

Cette constatation capitale justifie la place de premier rang que doit, à l'heure actuelle, occuper la prophylaxie par la thérapeutique dans la lutte sociale contre la syphilis.

La « *prophylaxie par la thérapeutique* », expression qui revient souvent dans les écrits de M. le professeur BAYET, est une idée ancienne et que le professeur E. FOURNIER a formulée avec insistance dans ses ouvrages classiques.

STÉRILISER LES PORTEURS DE GERMES, TRAITER POUR NE PAS LAISSER CONTAMINER, voilà l'idée qui doit être au centre de la lutte anti-vénérienne. Pour la réaliser, il faut avant tout procéder à une *réforme radicale*, « rayer d'un seul trait, tout ce qui concerne la surveillance médico-policière de la prostitution, cette arche sainte de la prophylaxie sociale de la syphilis.

« Cette réglementation, dont la faillite séculaire est la honte de la médecine sociale, qui n'a connu qu'échecs sur échecs, dont l'impuissance est attestée

par le fait qu'après plus d'un siècle, il faut encore l'appliquer comme au premier jour... » (2, p. 11).

Il faut ensuite, *tout système de coercition étant rejeté*, faire un travail sérieux de *persuasion*.

Régime de liberté absolue dans les soins, d'une part, travail de persuasion de l'autre, voilà les deux caractéristiques essentielles qui n'avaient pas manqué de frapper le docteur HERMITE.

Il avait depuis longtemps remarqué que la crainte de la police — qui se trouve derrière le médecin — éloignait les prostituées des centres de traitement. La police des mœurs n'exerce son autorité que sur une infime partie des prostituées professionnelles, elle ignore tout à fait les autres catégories de prostituées — les plus nombreuses, donc les plus dangereuses — elle ne s'occupe pas de l'autre sexe (qui contamine la plus grosse partie de la population).

Les enfants sont laissés de côté.

Il importait de rendre le traitement antisypilitique accessible à tous, dans le secret absolu et en l'absence de toute contrainte policière ou médicale.

Il faut pour cela commencer par organiser de nombreuses consultations et à des heures qui conviennent aux travailleurs — leur exclusive clientèle — et faire une propagande active qui pousse le malade de lui-même à se faire soigner.

C'est ce que la ville de Grenoble a réalisé.

A) Les divers centres de traitement à Grenoble.

1° Jusqu'en 1928 il existait une prison-refuge où les malades prostituées amenées par la police étaient traitées de force.

2° Un service antivénérien annexé à l'hôpital civil. Ce service a ouvert en 1928 une consultation libre. Les malades ne sont astreints à aucune formalité; il suffit pour la première fois de demander un laissez-passer au

chef de service. Les consultations ont lieu tous les matins.

3° Le service antivénérien de la Polyclinique municipale, ouvert tous les soirs de 17 h. 30 à 19 h. 30, et situé au centre de la ville.

Ce service fonctionne régulièrement avec l'horaire indiqué, depuis le 1^{er} octobre 1930 (1).

Toutes les formalités administratives ont été supprimées. Local moderne et scrupuleusement propre, il comporte un service d'hommes et un service de femmes, avec locaux d'attente et portes d'entrée différents. Le personnel spécialisé comprend : un médecin, un interne, un assistant, un infirmier, trois infirmières et une assistante sociale.

La direction des deux services antivénériens est assurée par le docteur BUTTERLIN.

B) Fonctionnement du centre de traitement antivénérien.

Un malade porteur de la syphilis entre-t-il au dispensaire ?

L'infirmière sociale, Mlle ESCARRÉ, l'interroge et rédige une fiche que le médecin complètera s'il y a lieu.

Le malade reçoit un carnet de traitement qui le suivra dans ses déplacements et qui contient la liste des centres de traitement français et étrangers. Le double de ce carnet reste dans les archives du Dispensaire, avec la fiche du malade, pour l'établissement des statistiques trimestrielles. Le malade reçoit encore des tracts et des brochures *rédigés dans sa langue maternelle* (1) qui l'éclairent sur le danger des maladies vénériennes et les mesures thérapeutiques qu'elles comportent.

Des affiches de propagande sont en outre apposées sur les murs de l'établissement et dans quelques grandes usines.

(1) Avant, il était ouvert au public tous les mardis matin.

(1) Française, italienne, espagnole ou slave.

Une question à laquelle on attache à Grenoble une importance primordiale, c'est la RECHERCHE DE LA SOURCE DE CONTAMINATION.

Le service de dépistage s'efforce de trouver, avec le concours intelligent de la police, les prostituées — notamment celles « de transit » — (celles fixées à Grenoble sont bien connues) pour les prévenir de la nécessité de se soigner.

Les filles de café et d'autres boîtes clandestines se soignent avec régularité, parce qu'elles savent que de cette façon elles pourront exercer leur industrie sans tracasseries administratives, et qu'un jour ou l'autre, si elles ne le font pas, ayant contaminé un client, leur maladie sera dénoncée par ce dernier.

Les patronnes de café elles-mêmes ont intérêt à avoir des filles saines, car pendant le traitement, après le rapide blanchiment de la malade, celle-ci pourra exercer en tranquillité (*relative*) son métier.

D'où la raison pour laquelle (chose inouïe ailleurs) beaucoup de tenancières exigent de leur « employée » des certificats de santé.

Quand le traitement de ces filles est terminé, on leur fixe la date de reprise des traitements et on les note sur la fiche.

Si elles ne reviennent pas à la date fixée, un mot discret dans une enveloppe ordinaire leur est adressé et si, malgré tout, elles ne s'exécutent pas, Mlle ESCARÉ sait les trouver chez elles et les convaincre à suivre le traitement. Le travail de conviction est souvent plus facile qu'on ne le pense. On obtient toujours beaucoup de choses en faisant « peur » aux gens. Pour les filles il suffit d'insister un peu plus sur les tracasseries policières qu'elles craignent le plus. Pour les autres femmes et les hommes en général, il suffit de prolonger la conversation sur la folie, la paralysie, la cécité... et d'autres vérités impressionnantes. Mais, de grâce,

ne confondons pas ce « *régime de la frousse* », comme l'appelle spirituellement le docteur HERMITE, basé sur une élémentaire psychologie : agir sur le puissant instinct de conservation — intègre chez tout individu normalement et mentalement sain — avec l'odieux système de coercition policière.

Suivons maintenant notre syphilitique qui a son carnet et ses brochures de propagande.

Avec son nom et son adresse, l'assistante sociale s'efforce de trouver l'agent de contamination et le décider à se soigner.

Certes, ce n'est pas toujours facile, bien au contraire. Il faut perdre beaucoup de temps, persévérer, tenir tête parfois à des individus peu intéressants..., mais Mlle ESCARRÉ en a une grande habitude.

Voici, à titre d'exemple, un cas caractéristique :

Le 16 mars 1936, Joseph Sc..., célibataire, vient consulter pour un chancre syphilitique. On lui demande s'il connaît la femme qui lui a transmis la maladie. Il répond avoir été au café « A la Régence » le 1^{er} mars. L'assistante sociale se déplace, cherche la femme, mais celle-ci n'est pas malade (l'incubation eût été singulièrement écourtée !).

Joseph Sc... se souvient avoir été dans un café de la rue Condorcet : l'assistante sociale y trouve une femme qui se soigne très régulièrement depuis plusieurs années. Le malade avoue enfin s'être « amusé » au « Café Sportif » le 15 février : la femme est grande, brune, très forte. A la visite faite au café, Mlle ESCARRÉ apprend que la fille travaille à la « Madeleine ». L'assistante continue courageusement son enquête. Mais la femme est partie de la « Madeleine ». Enfin, peu de temps après, Joseph signale que la fille en question a été ramassée par la police le même soir. L'infirmière sociale se déplace à la prison Saint-Joseph où une femme correspondant au signalement présente des accidents secondaires. Son B. W. est extrêmement positif. La date de son arrivée

à la prison correspond bien à la date indiquée par le syphilitique. Aucun doute que c'est elle l'agent contaminant.

Quand, pour des raisons d'éloignement, d'absence forcée, de convenance personnelle, un malade ne peut prendre directement les soins au Dispensaire, on lui remet les médicaments nécessaires pour se traiter lui-même. S'il est trop éloigné du centre, il a même la possibilité de prendre le médecin de son choix. Dans ce cas on lui délivre gratuitement sur ordonnance du médecin traitant, les médicaments nécessaires.



Le docteur BUTTERLIN dans un rapport daté de 1932, constate qu'il a toujours été frappé de la naïveté de ses clients sur les « dangers des rapports sexuels effectués au hasard », ainsi que de l'ignorance « de beaucoup de jeunes filles ou de femmes, qui ne sont pas des prostituées », sur leur maladie et l'extrême contagiosité de celle-ci.

Les mêmes constatations ont été faites par d'autres membres de la Commission médicale et, depuis longtemps, par les grands syphiligraphes de Paris.

Il suffit de citer le professeur A. FOURNIER qui, dans une communication célèbre à l'Académie de Médecine, le 2 octobre 1906, sur « la syphilis des honnêtes femmes », déclarait qu'un des facteurs les plus importants des désastres causés par la syphilis est l'ignorance, et conclut :

« L'évidence est donc formelle. Et de cette évidence s'en dégage non moins formellement une autre. C'est qu'il y a nécessité sociale, devoir social, à dissiper de telles ignorances. On a bien institué de nos jours deux nobles croisades contre l'alcoolisme et la tuberculose... »

★★

Nous avons dit qu'on attachait beaucoup d'importance à la recherche de l'agent contaminable. Celui-ci est constitué dans la plupart des cas par des personnes que la réglementation ne frappe jamais. Nous avons à ce sujet des données précises pour les années 1932, 1933 et 1934, tant au point de vue syphilitique que blennorragique, empruntées au rapport du docteur BUTTERLIN (18).

CHANCRES SYPHILITIQUES (Hommes)

Années	Nombre de chancres	Le malade ne sait pas ou ne veut pas dire.	Contaminés par ouvrières, employées ou femmes mariées	Bonnes de café	Prostit. prof.	En dehors de Grenoble	Extra-génitaux
1932	26	9	5	1	4	6	1
1933	27	11	5	1	3	5	2
1934	36	13	6	5	6	5	1

BLENNORRAGIE (Hommes)

1932	225	98	48	15	47	17
1933	199	97	35	10	29	28
1934	216	65	50	14	49	38

Si nous nous adonnons au jeu habituel des pourcentages, nous avons *pour la syphilis* 30 %, 31,3 % et 27 % de contamination transmise par des femmes officiellement non prostituées (ouvrières, employées ou femmes mariées); les prostituées clandestines transmettent leur maladie dans la proportion de 6 %, 6,25 % et 21,7 % —

malgré le chiffre élevé pour l'année 1934, elles sont dépassées, et de loin, par les professionnelles de l'amour. Nous notons, en effet, pour ces dernières, 23,5 %, 18,75 %, 27 % de contaminations.

Pour la *blennorragie*, le nombre d'hommes contaminés par les professionnelles est plus de trois fois plus grand par rapport au nombre de contaminations transmises par les clandestines.

Et on vient après cela nous parler de la « sécurité » dans les maisons de tolérance !

C) Les résultats de l'Expérience de Grenoble dans le domaine sanitaire, après l'application des nouvelles méthodes de prophylaxie antivénérienne.

Quand on parle de « péril vénérien », on oublie un peu trop souvent la blennorragie comme si elle n'existait pas, ou que ses ravages fussent sans importance.

Nous ferons abstraction de ce fâcheux oubli et mentionnerons même le chancre mou.

Nous cédon vite la place aux statistiques, persuadés que « les faits parlent d'eux-mêmes et vraiment leur voix est plus puissante que ne le sauraient être tous les discours » (BOSSUET).

STATISTIQUE N° 1

Nombre de consultations données au centre anti-vénérien de Grenoble (Policlinique municipale et Hôpital civil) au courant des années :

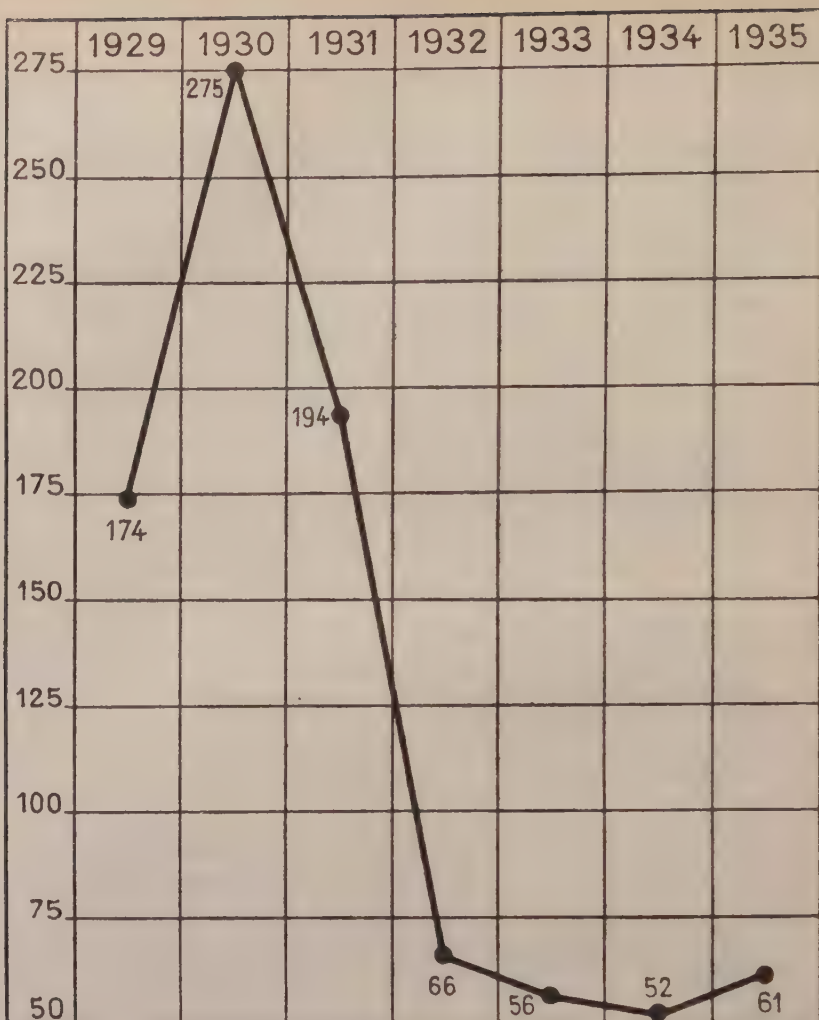
ANNÉES	NOMBRE DE CONSULTANTS	REMARQUES
1926	491	
1927	671	
1928	5.344	Le 1 ^{er} janvier 1928, le Dr H. fait établir une consultation libre à l'Hôpital Civil.
1929	7.474	

1930	15.744	Le 1 ^{er} octobre 1930, ouverture de la consultation vespérale quotidienne et libre à la Polyclinique municipale.
1931	18.765	Le 1 ^{er} janvier 1931, fermeture des bordels. Lutte contre la prostitution clandestine. Suppression de la mise en carte. Institution de l'assistance sociale.
1932	20.568	
1933	23.240	
1934	28.566	
1935	22.257	

STATISTIQUE N° 2

Syphilis acquises dans le courant des années :

ANNÉES	NOMBRE DE E ACQUISES	REMARQUES
1929	174	
1930	275	
1931	194	Ouverture des consultations du soir le 1 ^{er} octobre 1930. Fermeture des maisons de tolérance le 1 ^{er} janvier 1931.
1932	66	
1933	56	
1934	52	Durant le 3 ^e trimestre 1934, une femme mariée, mère de 3 enfants, très contagieuse de syphilis, a contaminé à elle seule 14 clients. Seul le service de dépistage a permis d'arrêter les ravages de cette femme.
1935	61	



STATISTIQUE N° 3

Nombre des chancres syphilitiques traités dans le courant des années 1929 à 1936

ANNÉES	NOMBRE DE CHANCRES	REMARQUES
1929	79	
1930	144	
1931	115	
1932	32	
1933	30	
1934	41	
1935	36	
1936 (1 ^{er} trim.)	7	

Voir la Statistique n° 2.

STATISTIQUE N° 4

*Les accidents secondaires et total des piqûres
anti-spécifiques de 1932 à 1936*

REMARQUES

Années	Accidents secondaires	Nombre de piqûres	
1932	34	7.350	Voir la Statistique n° 2.
1933	26	8.135	
1934	11	8.840	
1935	25	11.007	

STATISTIQUE N° 5

*Nombre de syphilitiques hommes, femmes et enfants,
en traitement dans le courant des années 1932, 1933,
1934 et 1935*

ANNÉES	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	TOTAL
1932	126	167	28	321
1933	73	149	15	237
1934	104	139	14	257
1935	97	125	34	256

STATISTIQUE N° 6

*Nombre de blennorragies contractées au courant des
années 1932, 1933, 1934 et 1935, soignées au Dispensaire*

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	TOTAL
1932	334	36	370
1933	271	35	306
1934	263	30	297
1935	267	34	301

STATISTIQUE N° 7

Relative au chancre mou

Dans le rapport présenté au mois de février 1936, le docteur BÜTTERLIN, qui est réglemmentariste, ne donne pas de détails sur cette maladie vénérienne, la seule dont l'intérêt soit vraiment secondaire. Nous reproduisons textuellement les deux phrases qui s'y réfèrent :

« Le chancre mou a disparu à peu près complètement de nos consultations : cette disparition paraît avoir coïncidé avec l'assainissement de la rue et du trottoir. Au cours des années 1924... et 1930, nous observons une moyenne de 15 à 25 chancres mous dans l'année ».

Il nous reste à dire un mot sur les résultats de l'Expérience de Grenoble dans le *milieu militaire*.

Cinq mille hommes de troupes sont casernés à GRENOBLE. Les soldats sont les clients les plus assidus des maisons de tolérance. Tous se font généralement traiter. Les registres d'inscription des malades, la courbe des différentes maladies, etc., sont entretenues avec une régularité et un ordre parfait. On voit l'intérêt qu'une enquête menée dans le milieu militaire aurait de concluant (si les statistiques précédentes ne le semblent pas assez) dans la controverse réglementation-abolition, du point de vue sanitaire.

Malheureusement il nous a été impossible, malgré notre qualité de médecin auxiliaire au moment de l'enquête, de voir les documents militaires, comme il a été également impossible à des officiers supérieurs, ceux-là de carrière.

Mais le hasard nous a fait saisir une lettre datée du 23 septembre 1935 et... confidentielle. Une demande d'autorisation d'une maison de tolérance spéciale pour les militaires à Grenoble, a été adressée à M. le médecin-colonel X..., médecin-chef de la Place et de l'Hôpital Militaire. Le colonel X... transmet la demande à

M. le médecin général Y... dans une lettre où il félicite la municipalité de Grenoble pour son action morale et sanitaire et où il dit que les « *résultats dans le milieu militaire* (sont) : *diminution de la morbidité par les maladies vénériennes* ». Voici la conclusion : « En résumé, à mon avis, la présente demande n'est pas à prendre en considération ».

Quelques analogies avec ce qui se passe ailleurs compléteront cette affirmation.

A FONTAINEBLEAU, le nombre des contaminations vénériennes contractées dans le lupanar a été tellement grand, qu'à plusieurs reprises la maison a été consignée et finalement supprimée.

« *Dans la garnison de STRASBOURG (*) on observait autrefois 14 cas nouveaux de syphilis par mois. En 1928, la moyenne mensuelle a été inférieure à un cas* » (Docteur S. LORTSCH, 15, p. 28).

Les renseignements fournis par COLMAR, autre ville abolitionniste française, abondent dans le même sens.

★★

Nous eussions aimé, pour conclure ce chapitre, montrer quelle est l'*assiduité* des malades au traitement, suivant l'âge, le sexe et la profession.

Et répondre ainsi de façon satisfaisante à une question des plus graves que soulève avec son autorité universellement reconnue, M. le professeur A. BAYET :

« *Faut-il, dans la lutte sociale contre la syphilis, viser principalement à empêcher la contagion, la propagation du mal aux individus sains, ou bien chercher surtout à guérir à fond les syphilitiques ?* » (2).

« Il est certain qu'un système complet de prophylaxie devrait réaliser ces deux objectifs et compléter une méthode par l'autre ».

(*) Les maisons de tolérance furent fermées en juillet 1925.

Mais « *les budgets étant toujours et partout insuffisants* » le professeur BAYET opte pour la stérilisation rapide des syphilitiques contagieux, méthode infiniment supérieure à la deuxième, du point de vue *social*. Entre l'intérêt de l'individu et celui de la société quel est le médecin qui choisirait le premier ?

Les médecins de Grenoble n'ont pas à se poser cette question. Grâce à une propagande active et intelligente, grâce aux convocations et au travail de persuasion, grâce à la liberté absolue laissée au (ou à la) malade l'*assiduité* générale des malades se maintient au chiffre le plus élevé de l'ensemble du pays. Il nous est impossible de donner des chiffres parce que les statistiques ne sont pas encore faites et parce que la situation géographique et économique de la cité dauphinoise, avec ses dizaines de milliers d'immigrés, pour la plupart Italiens, fausserait singulièrement les données.

On peut toutefois signaler que les citadins stables, fixés, se font traiter pendant des années dans la proportion de 90 %.

Mlle ESCARRÉ, qui se dépense courageusement depuis 6 ans à Grenoble, connaît ses malades par cœur, et est toujours prête à confirmer ses affirmations au moyen des fiches scrupuleusement ordonnées.

TROISIEME CHAPITRE

§ 1. — DES NOUVELLES METHODES

EN MATIERE DE PROPHYLAXIE ANTIVENERIENNE

Lorsqu'un médecin réglementariste se trouve aux prises avec un confrère abolitionniste, il ne manque pas de sortir des statistiques d'où il déduit la « supériorité » sanitaire de la réglementation administrative de la prostitution.

La plupart des médecins praticiens paraissent être du même avis — du fait probable de l'ignorance de la question. Les quelques thèses de doctorat soutenues à Paris en 1935, reflètent les mêmes erreurs. Dans l'une de celles-ci nous lisons : « Il est à peu près démontré, par exemple, que les maisons closes constituent les endroits les moins dangereux au point de vue de la contagion vénérienne » (10, pag. 36). L'auteur cite à l'appui la statistique de P. PERRIN (*Thèse Paris 1925*) concernant les hommes syphilitiques soignés à l'hôpital Saint-Louis pendant les années 1926, 1927 et 1928 et que voici :

	NOMBRE DE SYPHILIS ACQUISES EN		
	1926	1927	1928
avec des prostituées de maison....	3	6	9
avec des prostituées racolant dans la rue ou dans les lieux publics.	56	54	58
avec des bonnes de restaurant, des domestiques	11	6	7
avec des ouvrières d'usine	6	6	5
avec des amies 1.....	10	10	9
avec des femmes légitimement ma- riées	3	2	1
avec des femmes mariées non légi- times	3	2	1
Cas divers	17	12	7

Remarquons, avant toute discussion, le nombre élevé des contaminations dues à des prostituées qui, pour la plupart, ne sont certainement pas inscrites — argument réglementaire de l'inefficacité des méthodes médico-policières.

Les statistiques sur les maisons de tolérance seront toutes et toujours « bonnes ».

Il suffit de réfléchir un peu pour comprendre.

Prenons à tout hasard l'année 1928 de la statistique ci-dessus.

Pour un hôpital aussi fréquenté et placé dans le cœur de Paris, on nous présente une documentation sur... 97 malades pour une année entière, soit 8 par mois. Tirera-t-on des déductions sérieuses de chiffres pareils ?

Mais une question fondamentale se pose : *Qui fréquente les maisons closes ?*

En principe les jeunes gens et certains hommes mariés.

En réalité, la plus grande clientèle, si on exclue certaines maisons d'abatage, est constituée par la jeunesse bourgeoise.

L'ouvrier les fréquente rarement, parce que leur tarif n'est pas toujours accessible à ses faibles moyens économiques, parce que le goût du vice est bien moins souvent rencontré chez lui, parce que l'ouvrier — grâce à la socialisation des moyens de production et à l'incorporation industrielle d'une main-d'œuvre féminine de plus en plus importante — a de grandes facilités à trouver une « amie » au lieu même de son travail et, enfin, parce que l'union libre est plus fréquente dans les masses laborieuses.

A Melun, où nous demeurions juste en face du « N° 5 », nous avons encore pu confirmer certaines données auparavant exclusivement théoriques : les clients s'amaient en voiture tourisme et leur tenue ne prêtait à aucune équivoque.

Une autre clientèle assez fidèle des maisons de tolérance, surtout dans les villes de garnison importantes, sont les militaires, auxquels la plupart des lupanars accordent d'ailleurs un tarif spécial.

Or, les bourgeois se font soigner chez leur médecin, les soldats par les médecins du régiment. Ni les uns, ni les autres, ne figurent dans la statistique de Saint-Louis prise comme exemple démonstratif.

Par contre les ouvriers, et une partie des militaires, préféreront — lorsque les conditions de plus haut ne sont pas remplies — se laisser entraîner par le sourire moins rémunérable (ni consommation obligatoire, ni « cadeau » supplémentaire) et plus engageant de la galante du coin.

Mais l'ouvrier, lui, est bien obligé d'aller au Dispensaire !

Nous avons vu (§ 5, ch. II) de façon très schématique les résultats obtenus en Belgique et les raisons de ce succès particulièrement heureux. Nous avons vu, d'autre part (Cf. notamment « Réglementation et péril

vénérien » ch. I), les conséquences désastreuses du maintien de la réglementation de la prostitution.

Un essai qui s'inspirât de l'Expérience belge était non seulement désirable à souhait, mais pratiquement réalisable.

Nous disons « qui s'inspirât » — parce qu'il ne s'agissait nullement de copier un système autrement complet et autrement fécond en résultats, et généralisé dans toute la Belgique.

« Berceau des heureuses initiatives », la ville de Grenoble devait à son passé l'honneur de commencer une expérience et lutter pour la faire adopter (et compléter s'il y a lieu) par tout le pays.

Quelle serait, en définitive, la caractéristique de l'Expérience dans le domaine médical ?

A la suppression des maisons de tolérance, le 1^{er} janvier 1931 — avec toutes les conséquences d'ordre sanitaire que la mesure d'ordre purement administratif comportait — il s'ajoute un service social qui recherche les agents de contamination et surveille l'assiduité des malades; on multiplie, on modernise et on rend libres les consultations; on y entraîne, par une propagande active et par des moyens exclusivement persuasifs, prostituées professionnelles et clandestines, hommes, femmes et enfants, syphilitiques, blennorragiques et chancrelleux, français et étrangers, jeunes et vieux; on lutte contre l'ignorance; on supprime toute formalité administrative, on chasse toute contrainte policière...

Les résultats ?

1° Le nombre de malades venant se faire soigner a augmenté dans des proportions considérables (statistique n° 1).

2° Le nombre des contaminations nouvelles a diminué dans de notables proportions, malgré une consultation journalière moyenne de 90 à 120 malades.

Les malades dépistés pour la syphilis primaire ou secondaire sont au nombre de 888 pour 142.457 consultants (années 1929 à 1935).

On sait combien est grande la contagiosité des deux premières périodes de la syphilis. « Or, il est démontré qu'en moyenne un syphilitique contagieux contamine deux individus » (1). Malgré l'autorité et la compétence indiscutables de M. le professeur BAYET, il nous semble que sa moyenne est bien au-dessous de la réalité.

Il suffit d'avoir quelques « mères » du genre de celle que nous avons signalée (statistique n° 2), pour que la moyenne de M. BAYET soit violemment ébranlée.

Quoi qu'il en soit — et c'est là que nous voulons en venir — grâce aux nouvelles méthodes, le Dispensaire a, à lui seul, préservé 1.776 êtres humains (888×2) de toute contamination syphilitique en l'espace de 7 ans et seulement à Grenoble.

Ce résultat impressionnant justifie tous les espoirs.

3° Le nombre des blennorragies aiguës a également diminué, ayant passé de 370 en 1932 à 293 en 1934, ou 301 en 1935.

4° Le chancre mou a complètement disparu.

5° Le service social a été et reste un important facteur dans la lutte antivénérienne.

Cependant il n'a donné ailleurs que des résultats faibles, *précisément parce que toutes les conditions n'étaient pas réunies comme à Grenoble*. On ne réforme pas avec le compte-gouttes.

S. M. FLATO décrit un « dispensaire modèle » de Paris, le dispensaire annexé à l'hôpital Tenon, où il existe depuis 1934 un service social qui surveille l'assiduité des malades, les convoque par écrit, les visite parfois à domicile, « enquête sur les foyers de contamination, joue un rôle moral d'éducation et d'éclaircissement sur la nature et les conséquences de la maladie. Tout cela

est fait avec une délicatesse extrême et par un travail de persuasion infatigable » (4, pag. 15). Faut-il plus de ressemblance avec le service social de Grenoble ?

On est cependant obligé de constater que le service social de Tenon n'a apporté dans l'assiduité des malades qu'une *légère* amélioration. Voici d'ailleurs quelques chiffres :

a) Avant le service social (années 1922, 1925, 1928 et 1931) :

44,6 % de syphilitiques primaires et

39,9 % de syphilitiques secondaires

se soignaient moins d'une année.

b) Après la création du service social (années 1934 et 1935) :

31,9 % de syphilitiques primaires et

34,8 % de syphilitiques secondaires

se soignent moins d'une année (4, pag. 24).

Soit une diminution d'abandon du traitement de 13 % pour la syphilis primaire et de 5 % seulement pour la syphilis secondaire après l'intervention du service social.

§ 2. — L'ABRI DAUPHINOIS LE RELEVEMENT EST-IL DONC POSSIBLE ?

La théorie de la *prédestination de la prostituée* est une contre-vérité sociale et scientifique. On naît prostituée comme on naît criminel, disait il y a quelque 30 ans LOMBROSO et, après lui, d'autres « savants » dont l'enseignement se reflète dans de nombreux opuscules et quelques thèses de doctorat. « ...malgré tous les nobles dévouements des religieuses et des dames d'œuvres, envers ces filles, celles-ci ne tardent pas à reprendre leur ancienne vie dès qu'elles sont en liberté... » affirme le sieur EL MASSRY (8). Son confrère, H. WOLF, « est certain que le plus souvent l'adaptation de la prostituée à la vie sociale est une œuvre des

plus difficiles et des plus décevantes » et « lorsqu'il s'agit de prostituées adultes, le mal est trop souvent irréparable » (10).

Cependant, l'impartial FLEXNER pense que « le fait que la prostitution se recrute dans une seule classe sociale est en lui-même la négation de cette thèse que la prostituée est nécessairement une dégénérée née ». (3).

Il ne s'agit pas pour nous de soulever un grand débat sur cet important problème. Notre ouvrage a pris assez de proportion sans ça. Mais il nous a semblé indispensable de montrer son existence et la fragilité de l'argument « faillite de toute tentative de relèvement » (EL MASSRY), fragilité d'autant plus grande qu'une vaste expérience dans un pays de 170 millions d'habitants a prouvé l'indiscutable contraire (v. paragraphe suivant).

Les recherches très documentées faites au Brésil par les élèves du professeur CASTEX (1) sur 110 femmes minutieusement étudiées à tous points de vue — clinique, biologique, psychologique, etc., — ont montré, et les auteurs y insistent longuement, « que ce sont le *milieu*, la *mauvaise éducation*, le *besoin*, qui font la prostituée, beaucoup plus qu'une soi-disant *impulsion*, due à quelque *état constitutionnel* ».

Le docteur LÉON BIZARD, médecin de Saint-Lazare, médecin chef du Dispensaire de salubrité de la Préfecture de police de Paris, qui a vécu trente ans avec les prostituées, écrit : « Je sais par expérience... combien nombreuses sont celles qui, si on pouvait leur en fournir les moyens, seraient heureuses de se relever par le travail. » (13).

D'autres recherches, d'autres faits, prouvent que ce

(1) Et résumées dans le livre de BERETERVIDE et ROSENBLATT « *Glandes endocrines et Prostitution* » (le tout cité par EL MASSRY, page 101).

sont, comme nous l'avons déjà écrit, le milieu familial, la déception amoureuse, la mauvaise éducation, les bas salaires, qui font la prostituée...

Ces vérités étant acceptées, pourquoi la fille qu'on s'engage à ne plus mépriser, à qui on tend une main fraternelle, à qui on rend la dignité, qu'on régénère par un travail honnête, serait-elle réfractaire à toute tentative de relèvement ?

La raison doit donc être ailleurs.

« Il faut bien savoir que très peu de femmes se livrent à la prostitution sans avoir un souteneur quel que désir qu'elles en puissent avoir; la loi du milieu le leur impose, peu y échappent. D'autre part, il est impossible à une prostituée de s'évader de son enfer si quelqu'un ne lui tend la main, même lorsqu'elle a cessé momentanément son triste travail.

Elle est à l'hôpital ? — Le souteneur, plusieurs souteneurs guettent sa sortie, sachant bien qu'à cette heure-là, sans argent, sans gîte, sans situation, elle sera fatalement à leur merci.

Elle est à la prison ? — L'homme l'attend à la porte ». (Mme M. MIRANDE, rapport à la Com. fém.).

Donc pas de relèvement sans une lutte préalable contre le souteneur. L'éloigner de celui-ci, lui offrir un Refuge loin de la ville, être bonne avec elle, lui faire confiance, lui redonner la santé, la force, la *raison* de vivre, l'instruire, lui trouver du travail..., sont des conditions « sine qua non » dans la réalisation du but recherché.

L'A. D. H. M. n'avait pas d'argent; son local était étroit; les habitants de Saint-Ismier s'opposaient à l'installation de l'établissement dans leur village; les créanciers élèvent la voix; le public, sollicité par de nombreuses œuvres privées, répond parcimonieusement; le gouvernement reste insensible à la grande détresse de l'Abri Dauphinois; celui-ci ne connaît pas de précédent en France...

Quels sont, dans ces conditions, les résultats obtenus ?

Ils sont concluants, décisifs.

Des prostituées qui ont trainé dans la boue pendant de longues années, quelques-unes pendant 10, 15 et même 20 ans (Clotilde B..., obs. n° 1). Celles dont on avait dit qu'elles étaient irrémédiablement perdues, sont venues d'elles-mêmes s'engager à changer de vie, elles sont aujourd'hui d'honnêtes femmes de ménage, de braves mères de famille, de fidèles épouses...

Autre fait, de première importance à notre avis, mais dont l'exposé fera peut-être sourire certaines « élites » :

Sur une quantité aussi minime d'anciennes prostituées (45) huit se sont mariées, dont *cinq ont des enfants* en bonne santé, huit ont été reconduites dans leur famille et elles feront certainement un beau mariage... D'autres sont sollicitées par de braves ouvriers qui aspirent à un foyer honnête. Sur les 45 on peut donc considérer une vingtaine de mariées ou en perspective de mariage. La fécondité des jeunes, de la plupart du moins, semble être sauvegardée. Si l'expérience de Grenoble devient celle du pays tout entier, si les appuis financiers sont puissants, en faisant appel à des pédagogues intelligents et psychologues, l'honneur de milliers de femmes pourrait être sauvé, des milliers d'enfants récupérés par le patrimoine national, le taux de la natalité relevé.

Il est souhaitable que le Gouvernement français ait le sens de son devoir et de ses responsabilités...

§ 3. — L'ABRI DAUPHINOIS ET L'ETRANGER

Ayant appris l'existence de la « Maison du Soleil » en Pologne, nous nous sommes adressé au consulat de

la rue Alphonse-de-Neuville pour avoir des renseignements sur cette institution de relèvement pour prostituées adultes. Malheureusement le personnel consulaire ignore l'existence de la « Maison du Soleil ».

Par contre, la documentation sur les « Prophylactoriums de soins médicaux et de travail pour les femmes » de l'U. R. S. S. est extrêmement abondante et nous n'avons que l'embarras du choix.

Le docteur LÉON BIZARD, que nous avons déjà cité, ne cache pas son admiration pour l'œuvre médicale accomplie en U. R. S. S. et ajoute : « En vérité, je ne puis cacher quelle serait notre satisfaction d'avoir à Paris une institution analogue » (13).

Le principe des institutions soviétiques est le suivant :

« Nous luttons contre la prostitution et non contre les prostituées. »

La loi et le tribunal sont pour les tenanciers et les proxénètes.

Les femmes reçoivent le logis, le travail dans un des ateliers du Prophylactorium, le traitement, la rééducation culturelle, et au bout d'un certain temps, pas moins d'une année, elles sont dirigées sur les fabriques et les usines.

Les « sœurs de patronage social » exercent alors une surveillance prolongée, et leur prêtent, en cas de nécessité, tout concours utile. La surveillance cesse lorsqu'on a la ferme certitude que la femme ne retournera plus à la prostitution : reprise de la vie familiale, mariage, etc. Le prophylactorium de travail, à Moscou, est une institution médico-prophylactique ouverte. On y vient *bénévolement* et on *s'en va quand on veut*. La *persuasion* y est de rigueur.

Le trait caractéristique le plus original du fonctionnement des P. de travail consiste en ce que « *l'esprit de bienfaisance en est complètement exclu. Tout le*

travail est basé sur le principe de recouvrement de tous les frais par la production de l'institution même ». (Docteur DANIUCHEVSKY, directeur du P. de travail à Moscou, 13.)

La journée de travail est répartie, à quelques différences près, comme à l'Abri Dauphinois.

Le travail pédagogique est confié à des pédagogues expérimentés : *l'instruction primaire* (1^{er} et 2^e degré) *est absolument obligatoire*.

De nombreux cercles artistiques sont au choix de l'« ouvrière » (1) : cercles dramatique, musical, anti-religieux, etc.

On publie un journal mural sous le titre : « Sur de nouveaux rails ». Elles possèdent une bibliothèque de 2.500 volumes.

Le prophylactorium dépense annuellement 98.000 roubles, soit plus de cent mille francs français pour tout travail d'instruction, d'éducation et de développement culturel.

Le personnel médical spécialisé comprend deux syphiligraphes, trois urologues, deux psychiatres, un thérapeute, un physiothérapeute, un médecin-dentiste et quatre professeurs consultants, pour 400 malades.

Le Prophylactorium dépense environ 100.000 roubles par an pour soins médicaux. Les résultats ?

En 1913, pour 1.500.000 habitants, Moscou comptait 20.000 prostituées enregistrées et autant de clandestines.

En 1934, on a pu compter à Moscou (pour 3.600.000 habitants) seulement 300 prostituées.

Dans toute l'Union Soviétique il y avait auparavant (depuis la Révolution bien entendu, les prophylacto-

(1) Dès le 1^{er} jour de son entrée au P., l'ancienne prostituée devient et s'appelle ouvrière, parce qu'elle commence réellement son apprentissage dès le premier jour.

riums étant une institution exclusivement soviétique)
33 prophylactoriums.

En 1933 il n'y en avait que 19.

En 1934, 4 prophylactoriums à Moscou ont été fermés, *faute de prostituées*.

Le seul prophylactorium qui restait à Moscou possédait 320 places.

..

En résumé, les prostituées viennent au prophylactorium d'elles-mêmes, on emploie auprès d'elles la persuasion, chacune travaille dès le premier jour, elles reçoivent toutes l'instruction primaire obligatoire et le traitement que nécessite leur état, elles ont de nombreux loisirs, à la sortie elles sont parrainées..., on voit l'analogie avec ce qui se passe à Grenoble.

Cependant deux différences fondamentales : 1° Le Prophylactorium n'est pas une œuvre « charitable ».

C'est à l'Etat, à la collectivité, qu'incombe le devoir de s'occuper des prostituées.

2° Le travail est obligatoire pour toutes...

Il nous semble, et ce sera notre conclusion, qu'on pourrait profiter de l'Expérience de Grenoble pour la généraliser en s'inspirant des prophylactoriums russes.

Il n'est pas besoin pour cela d'attendre le grand bouleversement social, souhaité par les partis révolutionnaires. L'œuvre est possible dans le cadre de la structure sociale actuelle.

Les résultats ne seront certainement pas aussi brillants qu'en U. R. S. S. Ils seront néanmoins impressionnants et dignes d'un grand pays civilisé comme le nôtre.

CONCLUSIONS

1° La prostitution est une maladie sociale. Son étiologie est inséparable de notre structure sociale. Il convient de lutter contre elle, à l'heure actuelle, tout comme on lutte contre l'alcoolisme ou la tuberculose.

2° L'offensive contre les maladies vénériennes ne peut être séparée de celle contre la prostitution, foyer de contamination permanent.

3° Les résultats de la lutte anti-vénérienne de Grenoble ne sont, en effet, devenus impressionnants qu'après la fermeture des maisons de tolérance.

4° Il convient, par suite, d'agir contre la Prostitution non seulement par la fermeture pure et simple des maisons de tolérance, mais par un *ensemble de mesures* où les motifs d'inspiration devraient être recherchés dans les Expériences grenobloise, belge et russe.

5° C'est dire qu'il faut :

a) Faire table rase de tous les procédés qui ont échoué dans le passé;

b) agir énergiquement contre le racolage, contre le désordre moral dans la rue, contre le souteneur et la traite des femmes, contre la corruption;

c) rejeter *a priori* tous les systèmes de coercition et instituer un régime de liberté absolue dans les soins;

d) mener la vie dure à l'ignorance, persuader les gens et les convaincre;

e) comprendre que le principe cher au grand syphigraphie français E. FOURNIER, « *la prophylaxie par la thérapeutique* », doit être au centre de l'offensive anti-vénérienne;

f) augmenter le nombre des dispensaires à horaires ouvrables accessibles aux travailleurs, maintenir et renforcer l'autorité du service social et de la police féminine, auxiliaires de premier ordre du corps médical;

g) se rendre compte que le souteneur, le chômage ou les bas salaires et l'hostilité de la société contre la « fille », constituent les grands obstacles au relèvement des femmes dévoyées. Celles-ci ont droit à la santé, droit à la vie, droit à la dignité humaine bafouée par d'ignobles profiteurs.

6° Il importe, enfin, de prendre des mesures complémentaires en vue de l'assainissement moral et sanitaire du pays.

Dissiper l'inquiétude sexuelle des jeunes, diriger ceux-ci vers la pratique saine des sports, réagir contre toute tentative de désagrégation morale.

La France doit conserver jalouse ses forces vives, la jeunesse.

Une jeunesse saine, robuste, non obsédée par le vice, à la place de cette « jeunesse flasque, avide de plaisirs malsains et gorgée d'alcool ». (Docteur CRINON.)

Vu .
LE DOYEN,
ROUSSY.

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
GOUGEROT.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) A. BAYET. — La lutte contre la syphilis en Belgique. Bruxelles 1926.
- (2) — Les principes et les méthodes de la lutte sociale contre la syphilis. *L' « Expérience belge »*. 1929.
- (3) A. FLEXNER. — La prostitution en Europe. Payot, Paris 1919.
- (4) S.-M. FLATO. — Comment se soignent les syphilitiques dans le dispensaire. *Thèse* Paris 1936.
- (5) Paul GEMÄHLING. — La réglementation administrative de la prostitution jugée d'après les faits. Bordeaux 1933.
- (6) D^r E. HERMITE. — Prostitution et réglementation sanitaire de la police des mœurs à Grenoble. Grenoble 1907.
- (7) — Rapport au Conseil municipal, 30 juin 1930.
- (8) D^r Ch. HELMY EL MASSRY. — Etiologie et prophylaxie de la prostitution envisagées dans leur évolution actuelle. *Thèse* Paris 1935.
- (9) J. ROBERTI. — Maisons de société, choses vues. Paris, Fayard, 1927.
- (10) H. WOLF. — Une controverse autour de la prostitution : réglementation ou abolition ? *Thèse* Paris 1935.
- (11) CAHIERS DE LA SANTÉ PUBLIQUE n° 1, 1936. — La prostitution réglementée. Strasbourg.
- (12) Une institution qui déshonore notre pays : la réglementation officielle de la prostitution. Paris 1936.
- (13) *Le problème sexuel*, n° 6, juin 1935. Paris.

- (14) *Bulletin de la Société Française de Dermato et de Syphiligraphie*. Janv. 1936.
- (15) *L'expérience de Grenoble*, première étape, 1932 (épuisée).
- (16) *Rapport* de M. Richard Mollard, le 4 juillet 1929. Grenoble.
- (17) Julio ALSOGARAY. — *La prostitution en Argentine*. Paris, Dénoël et Steele.
- (18) BÜTTELIN. — *Rapport du mois de février 1936*. Grenoble.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
Définition et historique	9
Mise au point	11
CHAPITRE PREMIER. — La vérité sur le « Système Français »	13
Les deux arguments décisifs contre la réglementation	13
CHAPITRE II. — L'expérience de Grenoble.....	27
CHAPITRE III. — Des nouvelles méthodes en matière de prophylaxie antivénérienne.....	67
L'Abri Dauphinois. Le relèvement est-il donc possible	72
L'Abri Dauphinois et l'Etranger	75
CONCLUSIONS	79
BIBLIOGRAPHIE	81



IMPRIMERIE SPÉCIALE
DE
MM. VIGOT Frères



